



**Organe d'examen des politiques commerciales  
24 et 26 mai 2023**

## **EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

LIBÉRIA

### **COMPTE RENDU DE LA RÉUNION**

*Président: S.E. M. Saqer Abdullah Almoqbel (Royaume d'Arabie saoudite)*

#### **TABLE DES MATIÈRES**

<b>1 REMARQUES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT .....</b>	<b>2</b>
<b>2 DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA REPRÉSENTANTE DU LIBÉRIA (MME MAWINE G. DIGGS) .....</b>	<b>3</b>
<b>3 DÉCLARATION DE LA PRÉSENTATRICE .....</b>	<b>6</b>
<b>4 DÉCLARATIONS DES MEMBRES .....</b>	<b>8</b>
<b>5 RÉPONSES DE LA REPRÉSENTANTE DU LIBÉRIA ET OBSERVATIONS ADDITIONNELLES .....</b>	<b>25</b>
<b>6 REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT .....</b>	<b>32</b>

Note: Les questions écrites communiquées à l'avance par les Membres de l'OMC, leurs questions additionnelles et les réponses du Libéria figurent dans le document WT/TPR/M/441/Add.1 et seront disponibles en ligne à l'adresse suivante: [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/tp\\_r\\_f/tp\\_rep\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/tp_r_f/tp_rep_f.htm).

## 1 REMARQUES INTRODUCTIVES DU PRÉSIDENT

1.1. Le premier examen de la politique commerciale du Libéria s'est tenu les 24 et 26 mai 2023. Le Président, S.E. M. Saqer Abdullah Almoqbel (Royaume d'Arabie saoudite) a souhaité la bienvenue à la délégation du Libéria, dirigée par S.E. Mme Mawine G. Giggs, Ministre du commerce et de l'industrie; M. Paul Tate, chargé d'affaires à la Mission permanente du Libéria auprès de l'OMC; aux autres membres de la délégation; et à la présentatrice, S.E. Mme Xolelwa Mlumbi-Peter (Afrique du Sud).

1.2. Le Président s'est dit satisfait que la réunion ait bénéficié de la connexion en ligne Interprefy, qui avait permis d'élargir la participation à d'autres Membres que ceux qui avaient pu y assister physiquement.

1.3. Le Président a rappelé l'objectif des EPC et les principales règles de procédure de la réunion. Le rapport du Libéria figure dans le document WT/TPR/G/441 et celui du Secrétariat de l'OMC dans le document WT/TPR/S/441.

1.4. Les délégations ci-après avaient présenté des questions par écrit avant la date limite: Canada, Singapour, Chine, États-Unis, Royaume-Uni, Union européenne. La délégation ci-après avait présenté des questions écrites après la date limite: République dominicaine.

1.5. Le Président a noté que le Libéria avait reçu 111 questions écrites communiquées à l'avance par 7 Membres pour l'examen. Les questions portaient sur différents sujets, et notamment les notifications en suspens dans le cadre de l'OMC, les restrictions à l'investissement étranger, l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine, les accords de partenariat économique du Libéria, la mise en œuvre du tarif extérieur commun de la CEDEAO, les procédures douanières, les règlements techniques, les marchés publics, le régime de propriété intellectuelle, et les questions relatives à la gouvernance dans les secteurs de la sylviculture et de la pêche.

1.6. Avant la réunion, le Libéria avait répondu par écrit à toutes les questions présentées dans le délai imparti et le Président attendait avec intérêt les réponses que donnerait le Libéria aux autres questions posées au cours de cette réunion de deux jours.

1.7. Cette réunion était une bonne occasion pour les Membres de discuter en détail de ces questions, ainsi que d'autres qui présentaient un intérêt pour eux et étaient importantes pour le système commercial multilatéral. Le moment était également opportun pour que le Libéria donne aux Membres des renseignements actualisés sur les effets de la pandémie de COVID-19 sur son économie et sur les mesures qu'il avait prises pour y faire face. Le Président se réjouissait à la perspective d'un échange fructueux.

1.8. Le Président a conclu ses remarques introductives en souhaitant au Libéria un premier examen de sa politique commerciale très réussi.

---

## **2 DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA REPRÉSENTANTE DU LIBÉRIA (MME MAWINE G. DIGGS)**

2.1. Permettez-moi de commencer par vous souhaiter la bienvenue au nom de S.E. M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, dont le leadership continue de donner lieu à des réformes indispensables de l'environnement commercial et d'apporter la stabilité à l'économie libérienne dans son ensemble.

2.2. Je tiens à remercier le Secrétariat de l'OMC pour les efforts remarquables qu'il a déployés pour produire ce rapport complet sur le Libéria. Un grand merci à Mme l'Ambassadrice Xolelwa Mlumbi-Peter (Afrique du Sud) d'avoir accepté le rôle de présentatrice pour notre rapport. Nous la remercions pour le temps qu'elle a consacré à l'examen approfondi de notre rapport et nous apprécions ses observations pertinentes.

2.3. Le Libéria se félicite vivement de l'intérêt manifesté par les Membres de l'OMC pour cet examen, comme en témoignent les 111 questions que nous avons reçues. Nous attendons avec impatience des discussions productives au cours des deux prochains jours et sommes prêts à fournir tout autre renseignement ou éclaircissement dont vous pourriez avoir besoin, en plus de nos réponses écrites.

2.4. La délégation du Libéria profitera de cette occasion pour apporter aux Membres des renseignements actualisés sur les politiques économiques et commerciales menées par son gouvernement. De telles interactions avec les Membres de l'OMC sont très précieuses pour comprendre de manière approfondie les différentes perspectives et elles offrent également un cadre pour discuter de manière constructive des vues exprimées dans le rapport du Secrétariat.

2.5. Ce premier examen de la politique commerciale du Libéria intervient à un moment où notre pays se remet encore des lourdes conséquences de la pandémie de COVID-19. Malgré les difficultés causées par la pandémie et d'autres obstacles à la croissance et au développement économiques, l'économie libérienne a fait preuve de résilience, atteignant un taux de croissance estimé à 4,8% en 2022. Cette résilience reposait principalement sur une forte activité dans le sous-secteur de l'exploitation minière et de l'orpaillage, en particulier la production d'or, ainsi que dans le secteur des services par le biais de projets de commerce et d'infrastructure. En 2023, les perspectives de croissance du PIB réel devraient atteindre 4,3%, puisque l'on s'attend à une hausse des activités dans l'agriculture, le secteur manufacturier et les services.

2.6. Le gouvernement du Libéria reconnaît le rôle moteur crucial du commerce international pour la croissance économique. Ainsi, le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD), qui est le cadre directeur du gouvernement, fixe les objectifs à atteindre à court, moyen et long terme. Dans le cadre du deuxième pilier du PAPD, le gouvernement vise à améliorer le cadre réglementaire des affaires et le climat de l'investissement, et à réduire les coûts et les délais associés aux activités commerciales et aux échanges. À cette fin, des mesures importantes ont été mises en œuvre par le Bureau d'enregistrement des entreprises du Libéria, ce qui a permis une diminution radicale du délai nécessaire pour enregistrer une entreprise, lequel est passé de 99 jours en 2017 à seulement 6 jours actuellement en 2023. En outre, les demandes de permis d'importation déposées auprès du Ministère du commerce et de l'industrie sont désormais approuvées dans un délai plus court que les années précédentes.

2.7. En outre, nous avons créé un secrétariat permanent pour le Comité national de la facilitation des échanges, comme prescrit dans l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE). Ce partenariat public-privé constitue un cadre qui permet au gouvernement et aux milieux d'affaires d'éliminer les obstacles non tarifaires, tout en supervisant la mise en œuvre intégrale de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE).

2.8. Toutefois, il est important de noter que sur les cinq mesures de la catégorie C notifiées à l'OMC, nous n'avons bénéficié d'un soutien que pour deux mesures seulement (articles 7.6 et 10.4). Nous cherchons activement à obtenir un soutien en vue de la mise en œuvre des articles 5.3, 7.7 et 12. Nous remercions l'Organisation mondiale des douanes et le Groupe de la Banque mondiale pour leur assistance technique lors de la première publication du temps moyen nécessaire à la mainlevée au Libéria et pour les financements accordés dans le cadre du Projet pour l'investissement, le financement et le commerce au Libéria (LIFT-P), respectivement pour l'achat et la mise en place d'un guichet unique. L'étude sur le temps nécessaire à la mainlevée publiée en août 2022 a révélé

qu'il fallait en moyenne 12 jours, 22 heures et 8 minutes pour dédouaner un envoi au port franc de Monrovia. Si des améliorations doivent encore être apportées, il est essentiel de reconnaître que le dédouanement au port a été amélioré et que nous mettons activement en œuvre les recommandations énoncées dans l'étude.

2.9. La protection des droits de propriété intellectuelle est essentielle pour encourager l'innovation, faciliter les affaires et la concurrence. Le Libéria a fait des progrès importants à cet égard, malgré les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Le Ministère du commerce et de l'industrie collabore étroitement avec l'Office de propriété intellectuelle du Libéria (LIPO) sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Nous prenons des mesures punitives, y compris la confiscation des marchandises, contre ceux qui portent atteinte aux droits des détenteurs de droits de propriété intellectuelle, conformément à la législation libérienne. Nous sommes partie à de nombreuses conventions et traités internationaux sur les droits de propriété intellectuelle, y compris l'OMPI et l'ARIPO, et à ce titre, nous vous assurons de notre attachement à la protection des droits de propriété intellectuelle. Nous serions très reconnaissants d'obtenir un soutien technique pour renforcer notre capacité à faire respecter les lois à la fois internationales et nationales sur la propriété intellectuelle.

2.10. Le Libéria est une économie ouverte qui offre de nombreuses possibilités pour l'investissement étranger dans divers secteurs, y compris le tourisme, le secteur manufacturier, la transformation de l'huile de palme, l'énergie, la production de volailles et le secteur bancaire, entre autres. Nous encourageons les investisseurs à explorer ces possibilités au Libéria et à profiter des différentes incitations, telles que les exonérations de taxes intérieures ou les avantages tarifaires. Notre population est jeune et cherche des possibilités d'emploi pour contribuer au développement du pays. En outre, le Libéria est doté de zones attrayantes pour l'écotourisme, le tourisme de la faune sauvage et le tourisme culturel. Nous avons mis en œuvre un système de compte de capital libéralisé et pris des engagements importants dans notre liste annexée à l'Accord sur l'OMC pour libéraliser davantage le commerce.

2.11. Situé en bordure de l'océan Atlantique, le Libéria offre un potentiel important pour le tourisme du surf. Je vous encourage donc à venir et à découvrir les marées montantes et les plages magnifiques.

2.12. En outre, le secteur de la pêche du Libéria est naissant et influe fortement sur les moyens de subsistance et les besoins alimentaires de notre population. Nous prenons des mesures rigoureuses contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) pour assurer la durabilité des activités de pêche dans les eaux libériennes. À cet égard, l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche est conforme à nos objectifs et nous menons avec les parties prenantes des discussions qui conduiront à la ratification de cet accord.

2.13. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui est la stratégie d'intégration la plus complète de l'Afrique, offre au continent la possibilité d'établir un marché commun, d'accroître les échanges entre ses États membres et de lutter contre la pauvreté. En tant qu'État membre de l'Union africaine, le Libéria a signé l'Accord portant création de la ZLECAf et entamé le processus de ratification pour en devenir un État partie. Nous sommes en train de finaliser notre stratégie nationale pour la mise en œuvre de l'Accord en vue de maximiser ses avantages pour notre population.

2.14. Nous restons déterminés à maintenir le système commercial multilatéral de l'OMC car il offre une plate-forme mondiale pour le dialogue sur la politique commerciale entre ses Membres. Devenir Membre de l'OMC a joué un rôle essentiel en soutenant la réforme de la législation, la transformation structurelle, le développement du secteur privé et les activités axées sur l'exportation au Libéria. En tant que pays moins avancé (PMA) et membre du Groupe africain, le Libéria s'aligne sur les positions de ces groupes. Nous réaffirmons la nécessité d'une assistance technique et de préférences commerciales efficaces de la part des pays développés.

2.15. En conclusion, les politiques commerciales ne fonctionnent pas de manière isolée, mais parallèlement à des politiques budgétaires et monétaires appropriées. Le gouvernement du Libéria continuera de mener des politiques, des programmes et des activités qui favorisent la facilitation des échanges, offrent un environnement prévisible pour les négociants et réduisent la pauvreté. Mesdames et Messieurs les délégués, lorsque nous menons des négociations commerciales

multilatérales, ne le faisons pas simplement pour parvenir à un accord, mais faisons en sorte que les résultats continuent de répondre à des problèmes essentiels comme la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la paix mondiale et la santé publique.

### 3 DÉCLARATION DE LA PRÉSENTATRICE

3.1. Je voudrais souhaiter chaleureusement la bienvenue à la Ministre Mme Diggs, à M. Paul Tate, chargé d'affaires, et à la délégation du Libéria en cette occasion importante. C'est un honneur de participer en tant que présentatrice au premier examen de la politique commerciale du Libéria.

3.2. Vos remarques introductives, M. le Président, ainsi que la présentation faite par la Ministre Mme Diggs, ont été pertinentes et instructives et ont posé efficacement le cadre de nos délibérations d'aujourd'hui.

3.3. Le rapport du Libéria confirme l'attachement du pays au système commercial multilatéral. Le Libéria a accédé à l'OMC en 2016, devenant ainsi son 163<sup>ème</sup> Membre. Il est riche en ressources minérales, c'est l'un des écosystèmes les plus riches du continent africain, marqué par la diversité de la flore et de la faune, et il bénéficie d'un climat favorable pour l'agriculture.

3.4. Selon la Banque mondiale, le produit intérieur brut (PIB) du Libéria s'élevait à 3,51 milliards d'USD en 2021 et, après une contraction de 3% en 2020, l'économie enregistre une croissance qui devrait atteindre 5,2% en moyenne sur la période 2023-2024.

3.5. Le Libéria a un régime d'investissement étranger généralement ouvert. Certaines activités sont réservées aux Libériens, par exemple les activités d'agences de voyages, et certaines sont soumises à des plafonds d'investissement étranger ou doivent faire l'objet d'un investissement étranger minimal en capital.

3.6. Selon le FMI, le secteur bancaire est relativement stable et résilient, même face aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19. Le régime des services financiers autorise l'établissement d'institutions financières étrangères sous la forme de filiales ou de succursales.

3.7. Afin de promouvoir la résilience économique et faire face aux chocs, le gouvernement a lancé en 2018 un plan phare en matière de développement, le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD), qui énonce des objectifs de développement, notamment la réduction de la pauvreté absolue grâce à une croissance économique soutenue et inclusive tirée par des investissements dans l'agriculture, les infrastructures, la mise en valeur des ressources humaines et la protection sociale.

#### Politique commerciale

3.8. Le commerce joue un rôle important dans l'économie, la part des échanges de marchandises et de services ayant atteint 72% du PIB en 2021, et l'accession du Libéria à l'OMC a été un pas important vers la reprise du dialogue avec la communauté commerciale internationale après de nombreuses années de perturbations causées par la guerre civile. La politique commerciale nationale du Libéria vise à favoriser le commerce international et la compétitivité, ainsi qu'à promouvoir une relation équilibrée entre l'intégration commerciale, le développement durable et des conditions de l'activité des entreprises plus transparentes et prévisibles.

3.9. La Stratégie nationale en matière d'exportation 2014-2018 détaille le soutien apporté aux secteurs clés, considérés par le gouvernement comme les plus susceptibles de lui permettre de diversifier son panier d'exportation.

3.10. Bon nombre des lois du Libéria relatives au commerce et à l'investissement ont été promulguées au moment de son accession à l'OMC. Le Libéria a ratifié l'AFE en 2021; il a mis en œuvre environ 68,5% de ses engagements souscrits dans ce cadre et devrait les avoir tous mis en œuvre d'ici février 2025. Il a pris des engagements importants au titre de l'AGCS et inscrit des régimes ouverts et non discriminatoires dans sa liste d'engagements pour un ensemble de services. Le Libéria a également introduit des réformes de son régime de gestion de la pêche pour lutter contre la pêche INN et il est en train de ratifier l'Accord sur les subventions à la pêche. En outre, le Libéria est passé à un régime de licences d'importation automatiques et a adopté en 2017 une nouvelle Loi sur les produits alimentaires, qui prévoit la création d'une autorité indépendante de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Il est important de noter que la Loi sur les normes nationales portant établissement de l'Autorité des normes est entrée en vigueur en 2022.

3.11. Sur le plan régional, le Libéria est membre de deux blocs économiques régionaux, l'Union du fleuve Mano (MRU) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il a également signé l'Accord portant création de la ZLECAf, mais ne l'a pas encore ratifié; cependant, il est en train d'élaborer une stratégie nationale concernant la ZLECAf afin de se préparer à profiter d'un marché de 1,3 milliard de personnes, pour un PIB combiné de 3 400 milliards d'USD.

### **Principales réformes de politique**

3.12. Le gouvernement a introduit une série de plans, de stratégies, de politiques et de lois pour améliorer les conditions de l'activité des entreprises et le climat de l'investissement: i) une politique commerciale nationale pour promouvoir une croissance inclusive grâce à la compétitivité commerciale; ii) un plan quinquennal phare pour le développement national qui s'inscrit dans le cadre de la Vision 2030; iii) des politiques et des réformes budgétaires et monétaires solides qui ont aidé à maintenir une inflation à un chiffre et à assurer la stabilité du taux de change et la résilience de l'économie; iv) un cadre de gouvernance pour renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

### **Difficultés**

3.13. Le Libéria est conscient de la nécessité d'assurer la réalisation des objectifs nationaux grâce à l'élaboration de normes et à leur respect, et il a fait des efforts à cet égard pour développer les capacités requises, y compris en réformant son régime OTC. Cependant, le pays a des difficultés pour élaborer et mettre en œuvre les mesures OTC et SPS en raison de plusieurs problèmes, dont le financement.

3.14. S'agissant de la PI, le pays manque de capacités à la fois techniques et financières pour lutter contre les atteintes aux DPI et pour promouvoir, au niveau national, la sensibilisation et la prise de conscience en matière de protection de la PI afin d'accroître son potentiel d'exportation et d'atteindre ses objectifs de transition vers une économie du savoir.

### **Pêche**

3.15. Le secteur de la pêche libérien présente un potentiel de développement important, mais il est confronté à de nombreuses difficultés en ce qui concerne les infrastructures, les approvisionnements en intrants, les capacités d'exportation et la gestion de la pêche, y compris la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN). Il sera important de faire en sorte que les disciplines en cours de négociation au titre de l'Accord sur les subventions à la pêche tiennent compte des difficultés des pays en développement, y compris les PMA, et offrent une marge de manœuvre suffisante pour permettre à ces pays de réaliser leur potentiel de développement. Le Fonds pour la pêche de l'OMC doit aussi fournir le soutien nécessaire à des pays comme le Libéria pour qu'ils atteignent leur potentiel.

### **Préoccupations des Membres**

3.16. Parmi les préoccupations soulevées par les Membres figurent les mesures mises en œuvre qui affectent les exportations et le point de savoir s'il est prévu d'en réduire la portée. S'agissant de la pêche, certains Membres souhaitent savoir quelles mesures sont mises en œuvre pour lutter contre la pêche INN. D'autres ont exprimé des préoccupations concernant les conditions visant l'investissement étranger dans le secteur du ciment.

### **Conclusion**

3.17. En conclusion, la polycrise révèle les écarts croissants liés à la vulnérabilité économique des pays en développement et des PMA, ce qui met en évidence l'importance d'un système commercial fondé sur des règles performant, ainsi que le rôle qu'il peut jouer pour renforcer la résilience économique et la reprise suite à la pandémie. Cela souligne qu'il est nécessaire que le programme sur le commerce soutienne le développement.

3.18. Pour finir, je félicite la République du Libéria pour l'examen de sa politique commerciale et j'adresse à sa délégation tous mes vœux de réussite pour un examen fructueux. J'attends avec intérêt nos échanges.

## 4 DÉCLARATIONS DES MEMBRES

### CANADA

4.1. Le Canada s'associe aux autres Membres de l'OMC pour souhaiter la bienvenue aux membres de la délégation du Libéria dirigée par la Ministre du commerce et de l'industrie, Mme Mawine G. Diggs. Nous sommes heureux de participer à ce premier examen de la politique commerciale (EPC) du Libéria. Nous remercions le gouvernement du Libéria et le Secrétariat pour leurs rapports de grande qualité, ainsi que la présentatrice, mon amie S.E. Mme Xolelwa Mlumbi-Peter, pour ses observations.

4.2. Le Libéria est un pays doté d'un fort potentiel et qui a fait des progrès ces dernières années pour améliorer ses perspectives économiques. Par exemple, les efforts déployés récemment par le Libéria pour simplifier les procédures douanières et réduire les délais et les coûts associés aux activités commerciales sont des résultats importants. Le Canada prend bonne note de la stratégie nationale d'exportation du Libéria, qui vise à promouvoir une croissance inclusive grâce à la compétitivité commerciale et à une participation accrue aux échanges mondiaux.

4.3. En outre, le Libéria a fait des investissements dans les réseaux de transport afin d'améliorer ses infrastructures commerciales et il a également pris des mesures pour améliorer ses institutions liées au commerce, comme les organismes chargés des douanes ou de la promotion du commerce. Même si ces résultats sont importants, nous savons que des difficultés subsistent. Le Canada encourage le Libéria à poursuivre ses efforts pour mettre pleinement en œuvre ses principales lois relatives au commerce et à l'investissement et à se prévaloir de toute l'assistance commerciale qui peut lui être offerte dans le cadre de l'OMC.

4.4. L'engagement du Libéria dans le cadre de l'OMC a été positif. Le Canada se félicite que le Libéria ait versé récemment ses contributions au budget de l'OMC, ainsi que de sa participation aux discussions sur la facilitation de l'investissement pour le développement. Nous encourageons le Libéria à prendre part aux initiatives conjointes sur le commerce électronique et sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, et à participer au Groupe de travail informel sur les micro, petites et moyennes entreprises. Le Canada voudrait également inviter le Libéria à s'associer à la Déclaration de Buenos Aires sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes.

4.5. Le Canada appelle le Libéria à présenter ses notifications en suspens, tout en étant conscient des difficultés auxquelles les petites délégations sont confrontées à cet égard. Comme cela avait été abordé lors d'un récent atelier du Comité de l'accès aux marchés, les rapports EPC sont une riche source de renseignements qui peuvent être réutilisés à l'appui du respect des obligations de notification. Nous encourageons à nouveau le Libéria à travailler avec le Secrétariat sur ce point.

4.6. En conclusion, nous félicitons le Libéria pour ses efforts fructueux au cours d'une période très difficile. Nous avons soumis des questions sur certains des thèmes que j'ai abordés, ainsi que sur quelques autres sujets. Nous remercions le Libéria pour ses réponses, nous les examinerons attentivement. Nous nous réjouissons de continuer à travailler avec le Libéria pour renforcer l'OMC et le système commercial multilatéral et adressons à la délégation tous nos vœux pour un examen de sa politique commerciale très productif.

### SINGAPOUR

4.7. La délégation de Singapour souhaite chaleureusement la bienvenue à Genève à la Ministre du commerce et de l'industrie du Libéria, Mme Mawine G. Diggs, et à sa délégation. Nous souhaitons tout d'abord féliciter le Libéria, en tant que 163<sup>ème</sup> Membre de l'OMC, d'avoir entrepris son tout premier EPC, et nous le remercions pour le rapport complet de son gouvernement et pour sa déclaration, qui souligne son attachement au processus d'examen des politiques commerciales. Nous remercions également le Président, M. l'Ambassadeur Saqer Abdullah Almoqbel, la présentatrice, Mme l'Ambassadrice Xolelwa Mlumbi-Peter, et le Secrétariat, pour leurs contributions pertinentes. Permettez-moi de faire trois remarques.

4.8. Premièrement, nous saluons la détermination du gouvernement libérien à poursuivre l'intégration et la libéralisation du commerce au niveau régional, en particulier dans le cadre de la



zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Il convient de noter que le Libéria met en œuvre le tarif extérieur commun de la CEDEAO depuis 2017, qu'il a adopté le passeport commun de la CEDEAO et supprimé les prescriptions en matière de visa et de permis de résidence pour tous les citoyens de la CEDEAO dans le cas des séjours de 90 jours, et qu'il met pleinement en œuvre l'article 5 du Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et le droit d'établissement. Nous saluons également les efforts de développement généraux déployés par le Libéria, y compris son programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD) destiné à promouvoir une croissance inclusive, ainsi que ses projets ambitieux visant à améliorer la fiabilité de ses infrastructures et de ses services publics, ce qui renforcera l'attractivité du pays en tant que destination pour l'investissement étranger direct.

4.9. Deuxièmement, Singapour attend avec intérêt d'accroître et de diversifier ses liens commerciaux et d'investissement avec le Libéria. En 2022, le Libéria était le principal partenaire commercial de Singapour dans la région de l'Afrique subsaharienne, les échanges bilatéraux de marchandises ayant atteint 7,7 milliards d'USD au total, soit une hausse de 70% en glissement annuel. Singapour estime qu'il y a d'autres possibilités pour poursuivre la croissance, et nous nous félicitons des efforts déployés par le Libéria pour diversifier son économie, notamment dans des secteurs qui présentent un intérêt pour Singapour, comme l'agro-industrie, les infrastructures, le secteur manufacturier ou les industries extractives. À cet égard, nous avons posé des questions concernant les zones économiques spéciales du Libéria et sa stratégie nationale pour la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), et nous remercions le Libéria d'avoir répondu en temps voulu.

4.10. Troisièmement, Singapour et le Libéria sont tous deux engagés en faveur du renforcement et du maintien du système commercial multilatéral fondé sur des règles tel qu'il est incarné par l'OMC. Depuis l'accession du pays à l'OMC en 2016, Singapour dispense des formations dans le cadre du Programme de coopération de Singapour (SCP) pour renforcer les capacités des fonctionnaires libériens chargés des questions commerciales. Nous saluons également la participation du Libéria à l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement et à la Déclaration ministérielle conjointe sur la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes dans le cadre du commerce. Nous souhaitons également encourager le Libéria à prendre part aux initiatives liées aux déclarations conjointes sur la réglementation intérieure dans le domaine des services et sur le commerce électronique, qui viendront soutenir et faciliter les réformes structurelles et économiques du Libéria. De même, nous encourageons le Libéria à envisager d'accéder à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), qui renforcera les efforts du pays en faveur de la transformation numérique.

4.11. Pour conclure, j'aimerais saluer les contributions précieuses que la Mission du Libéria a apportées à l'OMC. Nous souhaitons au Libéria un premier examen réussi de sa politique commerciale.

## CHINE

4.12. La Chine souhaite la bienvenue à la délégation du Libéria dirigée par S.E. Mme la Ministre Mawine G. Diggs pour le premier examen de sa politique commerciale qui a lieu aujourd'hui. Nous remercions également le Secrétariat de l'OMC et le Libéria pour les rapports établis, ainsi que la présentatrice, Mme l'Ambassadrice Xolelwa Mlumbi-Peter, pour l'excellent exposé des questions abordées aujourd'hui.

4.13. Au nom de la Chine, permettez-moi tout d'abord de saluer les efforts diligents déployés par le Libéria pour mettre en œuvre sa stratégie économique et sociale depuis son accession au système commercial multilatéral en 2016, alors qu'il était confronté à de nombreuses difficultés résultant de l'épidémie d'Ebola, de la pandémie de COVID-19 et d'autres chocs économiques internationaux. Parmi ces efforts, on peut citer le plan phare du gouvernement du Libéria en matière de développement, à savoir le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD), la "ligne d'interconnexion CSLG" pour résoudre les difficultés liées à la stabilité et au caractère abordable et accessible de l'approvisionnement en électricité, le soutien au système commercial multilatéral, ainsi que les engagements en matière d'intégration régionale dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

4.14. Nous constatons avec satisfaction qu'en 2021, l'économie libérienne a fortement rebondi, avec une croissance du PIB de 5% alors qu'elle avait été négative l'année précédente, et que le taux d'inflation annuel moyen de 2021 s'est maintenu à un seul chiffre malgré le niveau élevé des prix mondiaux des combustibles et des produits alimentaires. Il est également encourageant de savoir que la situation budgétaire est maîtrisée et que la dette publique est jugée viable par le FMI. La Chine est fermement convaincue que ces bons résultats économiques permettront au Libéria d'atteindre son objectif de réduire la pauvreté absolue et d'autres objectifs de développement social et économique.

4.15. La Chine apprécie l'attachement du Libéria au système commercial multilatéral fondé sur des règles et sa contribution de fond à l'OMC. Nous notons que le Libéria a accepté l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) en avril 2021 et participé activement à la CM12, qu'il s'est associé aux efforts collectifs pour en faire une réussite, y compris pour obtenir un résultat sur les subventions à la pêche lors de la CM12 et d'autres résultats pertinents. En particulier, nous félicitons vivement le Libéria pour sa participation aux négociations dans le cadre de l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement. Le Libéria est l'un des premiers PMA coauteurs et membres du groupe des AFID et, à ce titre, il affiche son soutien résolu au système commercial multilatéral et son attachement à la libéralisation du commerce et de l'investissement internationaux. Nous espérons qu'un tel accord, dont l'objectif consiste à promouvoir un climat de l'investissement transparent et à simplifier les procédures administratives, entraînera une hausse de l'investissement étranger au Libéria.

4.16. Ces dernières années, grâce aux efforts conjoints des deux parties, les relations bilatérales entre la Chine et le Libéria se sont développées à un bon rythme et la coopération pratique n'a cessé de progresser, y compris la coopération économique et commerciale bilatérale. En 2022, le volume des échanges bilatéraux a augmenté de 32% en glissement annuel.

4.17. Pour l'avenir, la Chine estime que la coopération économique et commerciale entre les deux pays affiche de vastes perspectives car nous disposons d'avantages complémentaires en matière d'industrialisation, d'infrastructures, de modernisation agricole et de développement vert. Nous nous réjouissons d'approfondir ces liens dans le cadre de diverses initiatives bilatérales et multilatérales, et nous nous félicitons de la participation active du Libéria à l'Exposition internationale de la Chine sur l'importation afin d'accroître encore les exportations vers la Chine.

4.18. Nous aimerions aussi profiter de cette occasion pour exprimer certaines préoccupations concernant le climat du commerce et de l'investissement au Libéria et les politiques afférentes, comme la sécurité publique, l'application large de mesures de restriction à l'importation, les licences pour toutes les exportations, ainsi que d'autres règles et mesures administratives, qui ont entravé le développement économique du Libéria lui-même, mais également porté atteinte à d'autres intérêts. Comme le souligne le rapport du Secrétariat, nous notons aussi que les règlements d'application de nombreuses lois du Libéria liées au commerce et à l'investissement restent en suspens, en dépit du fait qu'elles avaient été adoptées à l'époque de l'accession du Libéria à l'OMC.

4.19. Nous sommes également préoccupés parce que le Libéria est en retard pour de nombreuses notifications requises, y compris celles concernant l'agriculture, les procédures de licences d'importation, l'inspection avant expédition ou l'évaluation en douane. Nous encourageons le Libéria à solliciter l'assistance technique nécessaire auprès du Secrétariat de l'OMC pour présenter toutes ses notifications requises.

4.20. Nous avons présenté des questions écrites dans le cadre de cet examen et attendons avec intérêt les réponses du Libéria.

4.21. Pour conclure, la Chine souhaite à la délégation du Libéria un examen réussi de sa politique commerciale.

## ÉTATS-UNIS

4.22. Nous aimerions souhaiter chaleureusement la bienvenue à la Ministre Mme Mawine G. Diggs et à la délégation du Libéria, et féliciter le gouvernement du Libéria pour son rapport à l'occasion du premier examen de sa politique commerciale.

4.23. Je voudrais profiter de cette occasion pour célébrer le récent 175<sup>ème</sup> anniversaire de la fondation de la République du Libéria. Notre histoire commune avec le Libéria remonte aux premiers jours de notre propre pays. Le fait que la Constitution du Libéria soit calquée sur la nôtre, que de nombreux Libériens aient de la famille aux États-Unis et que 10 des 25 Présidents du Libéria soient nés aux États-Unis souligne encore les liens historiques étroits entre nos deux pays.

4.24. Le gouvernement des États-Unis reconnaît les difficultés rencontrées par le Libéria ces dernières années suite aux chocs économiques subis par le pays du fait de la guerre civile, de l'épidémie d'Ebola, de la pandémie de COVID-19 et de l'inflation mondiale. Afin d'aider à atténuer certaines de ces difficultés, les États-Unis sont devenus l'un des principaux donateurs bilatéraux du Libéria, avec plus de 5 milliards d'USD d'aide extérieure depuis 2003. Le Libéria a également bénéficié de nos programmes de préférences commerciales non réciproques, du schéma de préférences généralisées (SGP) des États-Unis et de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA).

4.25. Nous sommes heureux de vous écouter directement aujourd'hui concernant la manière dont le gouvernement libérien aborde le développement économique et commercial. Comme l'indiquent à la fois les rapports du Secrétariat et du gouvernement, le Libéria est doté de riches ressources humaines et naturelles, ainsi que d'un secteur touristique naissant. Compte tenu de ce potentiel économique, les États-Unis estiment qu'il reste possible d'améliorer l'approche du Libéria en ce qui concerne la mise en œuvre des règles de l'OMC afin de bénéficier plus pleinement d'un système commercial multilatéral fondé sur des règles.

4.26. Nous croyons comprendre que le Libéria n'a pas encore présenté de nombreuses notifications requises en vertu de différents engagements découlant des Accords de l'OMC. Le Libéria a des notifications en suspens concernant le soutien interne à l'agriculture, les obstacles techniques au commerce, les procédures de licences d'importation et l'évaluation en douane. Il nous tarde d'en apprendre davantage sur les difficultés qui ont jusqu'à présent empêché le Libéria de présenter les notifications requises. Nous serions heureux que vous participiez au groupe des Amis de la transparence à l'OMC, qui compte un grand nombre de Membres œuvrant pour améliorer l'assistance technique en matière de notification.

4.27. Par ailleurs, les États-Unis sont préoccupés par la forte hausse potentielle des droits de douane sur la plupart des produits, en particulier les produits agricoles, avec la mise en place par le Libéria du tarif extérieur commun (TEC) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) d'ici à 2028. La hausse des droits de douane entraîne souvent une hausse des prix et une baisse de l'offre de biens disponibles, ce qui pourrait avoir une incidence sur les recettes d'exportation et la sécurité alimentaire intérieure du Libéria.

4.28. S'agissant des droits de propriété intellectuelle, les États-Unis félicitent le Libéria pour son travail en vue d'adhérer aux traités internationaux. Nous encourageons le Libéria à adhérer également au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur (WCT) et au Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (WPPT) car ils contiennent des obligations de fond importantes pour une législation moderne sur le droit d'auteur.

4.29. Bien que les droits de propriété intellectuelle n'aient pas été abordés dans le rapport du gouvernement du Libéria, les États-Unis souhaitent en savoir davantage concernant la Loi sur les DPI de 2016, sa gestion et les moyens de la faire respecter par le biais de l'Office de propriété intellectuelle du Libéria (LIPO) et d'autres organismes gouvernementaux, ainsi que concernant les difficultés actuelles liées aux atteintes à la PI, y compris le piratage physique et numérique du droit d'auteur. Nous apprécions les observations que vous avez faites ce matin concernant les efforts en cours dans le domaine de la PI.

4.30. Merci pour les observations concernant la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Les États-Unis encouragent le Libéria à participer plus activement au Comité de la facilitation des échanges de l'OMC et à partager ses expériences nationales dans le cadre de ses efforts en cours pour renforcer les capacités nationales de ses organismes techniques. Nous invitons le Libéria à faire connaître au Comité de la facilitation des échanges ses besoins en matière d'assistance technique, afin que les donateurs en aient pleinement connaissance. Les États-Unis accueilleraient favorablement la participation du Libéria aux initiatives en cours, en particulier pour ce qui est de renforcer la résilience et la préparation par la facilitation des échanges.

4.31. Nous nous félicitons des renseignements actualisés que vous avez fournis concernant vos efforts pour ratifier l'Accord sur les subventions à la pêche. Nous saluons également la participation plus étroite de votre délégation aux discussions liées au développement ici à Genève. Les autres peuvent tirer des enseignements utiles en en apprenant davantage sur la manière dont votre gouvernement s'emploie à équilibrer la politique commerciale, la politique budgétaire et la politique sociale. Nous sommes intéressés par un dialogue plus approfondi sur le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres. Dans le rapport du gouvernement, nous notons que le Libéria cherche à utiliser la plate-forme de l'OMC comme catalyseur pour concrétiser pleinement les ambitions de son programme national de développement. Les États-Unis sont prêts à soutenir vos efforts. Un pilier essentiel de nos objectifs de réforme à l'OMC consiste à baser les discussions concernant le développement sur les plans de développement nationaux des Membres.

4.32. Pour conclure, nous nous réjouissons à l'idée de continuer à travailler avec le Libéria, tant au niveau bilatéral que dans le cadre de l'OMC. Je voudrais souligner que le Libéria est un partenaire et un ami proche des États-Unis. Les États-Unis apprécient vivement d'avoir l'occasion de participer au présent examen du régime de politique commerciale du Libéria et attendent avec intérêt de poursuivre leur dialogue avec son gouvernement.

#### ROYAUME-UNI

4.33. Je tiens à souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation du Libéria, conduite par Mme la Ministre Mawine G. Diggs, et à les féliciter pour leur premier examen de politique commerciale. Je souhaite également vous remercier, M. le Président, ainsi que le Secrétaire et notre éminente présentatrice, Mme Xolelwa Mlumbi-Peter, pour avoir facilité cet examen.

4.34. En 2016, le Libéria a accédé à l'OMC, devenant le 163<sup>ème</sup> Membre de la famille de l'Organisation au terme de près de 10 années de négociations d'accession. Ce n'est pas un petit exploit et, grâce à la présence du Libéria dans la sphère multilatérale, le Royaume-Uni et d'autres ici ont profité des idées que le Libéria nous a offertes depuis son accession.

4.35. Par exemple, le Libéria a aidé d'autres pays africains à favoriser leurs propres accessions, en coprésidant le groupe g7+ des accessions à l'OMC avec le Timor-Leste.

4.36. Hormis les accessions, le Royaume-Uni apprécie la participation du Libéria à l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement. Je souhaite également encourager le Libéria à entamer le processus de ratification de l'Accord sur les subventions à la pêche, de sorte que les Membres puissent faire front uni sur ce point dès avant la CM13.

4.37. Permettez-moi également de louer l'ambitieuse Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), et prions instamment le Libéria de ratifier l'accord, car le Royaume-Uni y voit une étape positive vers l'intégration économique et la croissance tant pour le pays que pour le continent.

4.38. Pour aider davantage le Libéria à s'intégrer à l'économie régionale et mondiale, nous nous réjouissons que le Programme de commerce du Royaume-Uni avec les pays en développement offre au Libéria des possibilités d'exportations plus aisées vers le Royaume-Uni. Le Libéria continuera de bénéficier d'un commerce avec le Royaume-Uni en franchise de douane sur tous les produits sauf les armes, et bénéficiera également de règles d'origine plus généreuses, ce qui, je l'espère, favorisera un commerce mondial accru.

4.39. Le Libéria est un partenaire régional constructif pour le Royaume-Uni et, étant une économie de PMA, le Royaume-Uni note que le Libéria fait aussi face à des problèmes liés à un secteur privé vulnérable. Je suis heureux de pouvoir dire que le Royaume-Uni a eu le plaisir d'accueillir des délégués libériens du Ministère du commerce et de l'industrie pendant leur visite à Londres au début mars, à l'occasion de laquelle nous avons pu discuter du renforcement du secteur privé libérien, en particulier les MPME et l'économie intermédiaire.

4.40. Je voudrais indiquer certains des sujets sur lesquels portaient les questions écrites que nous avons adressées par avance, car je crois qu'ils concernent des domaines dans lesquels nous pouvons fortifier notre relation commerciale. Il s'agit notamment de lutter contre les restrictions concernant

les investisseurs internationaux, de clarifier le régime des droits de propriété intellectuelle du Libéria et de stimuler le commerce des services.

4.41. Le commerce des services, en particulier, s'est contracté, passant de 93 millions d'USD en 2016 à 4,4 millions en 2021, date des derniers chiffres enregistrés; à cela s'ajoute le fait que le coût élevé de l'activité commerciale a fortement entravé les possibilités commerciales pour les entreprises britanniques et libériennes. Nous espérons pouvoir travailler au renforcement du commerce des services entre nos pays et je me réjouis que le Royaume-Uni accorde déjà un traitement préférentiel au Libéria en tant qu'économie de PMA, en vertu de la dérogation de l'OMC concernant les services pour les PMA.

4.42. Il est bien connu que le Libéria est une terre luxuriante, verte et dynamique, et que les deux tiers de son territoire sont couverts par la forêt, qui agit comme un important puits de carbone. Je souhaite donc souligner combien il est important que le Libéria renforce sa gouvernance forestière pour combattre l'exploitation forestière internationale et renforcer son commerce durable du bois. En travaillant en faveur d'une sylviculture bien gérée, le Libéria pourrait améliorer son potentiel de bénéficiaire du Fonds international pour le climat du Royaume-Uni.

4.43. Je tiens à remercier le Libéria pour les préparatifs de ce premier examen de sa politique commerciale et pour ses engagements en faveur de cette Organisation. J'espère que sa dynamique de croissance et de prospérité continuera de se développer, et je lui souhaite un premier examen très fructueux.

#### UNION EUROPÉENNE

4.44. Au nom de l'Union européenne, je tiens à souhaiter la bienvenue à la délégation de la République du Libéria pour son premier examen de politique commerciale depuis son accession à l'OMC en 2016. Bienvenue à Mme la Ministre Mawine G. Diggs, et merci au Secrétariat de l'OMC et au gouvernement du Libéria pour leurs rapports respectifs. Nous remercions également S.E. l'Ambassadrice Mlumbi-Peter d'avoir tenu le rôle de présentatrice.

4.45. Nous nous réjouissons de constater que le gouvernement du Libéria met en œuvre des réformes qui ont alimenté une croissance du PIB de 5% en 2021, principalement grâce aux bons résultats des secteurs minier et manufacturier. Le Libéria est parvenu à maintenir un taux d'inflation modéré malgré les chocs externes et les difficultés intérieures. Le plan de développement phare du gouvernement, le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD), élaboré en 2018, fixe des objectifs de développement dans le but global de réduire la pauvreté absolue de 23% en cinq ans. Nous souhaiterions davantage de renseignements sur la stratégie du gouvernement concernant le réexamen du PAPD et son éventuel remplacement ou sa poursuite en 2023.

4.46. L'Union européenne est consciente des défis de développement particuliers que rencontre le Libéria, et qui sont caractéristiques des pays les moins avancés. L'UE et ses États membres fournissent une assistance technique importante dans le but affiché d'aider le Libéria à surmonter ces difficultés. Nous tenons à saluer le fort potentiel de progrès d'un pays qui possède de nombreuses ressources naturelles sur son territoire et dans sa zone exclusive, tout en faisant face à des défis considérables, comme l'un des taux de déforestation les plus élevés du monde, à 2% par an. Sur ce point comme sur d'autres, l'Union européenne souligne combien il importe de se doter d'un solide cadre réglementaire qui soit favorable aux entreprises, stable et transparent, et qui évite les canaux informels.

4.47. L'Union européenne salue le rôle actif que le Libéria joue à l'OMC ainsi que son soutien en faveur du système commercial multilatéral depuis son accession en 2016. Nous remercions le Libéria d'avoir récemment acquitté ses droits d'adhésion à l'OMC. Nous l'encourageons à rester un Membre actif, ainsi qu'à élaborer et à mettre en œuvre des politiques nationales compatibles avec son engagement en faveur du commerce fondé sur les règles. Le Libéria est membre de plusieurs groupes au sein de l'OMC, notamment le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), le G-90, le Groupe africain, et celui des pays les moins avancés. Nous saluons votre participation active à ces groupes.

4.48. L'Union européenne salue la participation du Libéria à l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement et au Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres. Nous saisissons cette occasion pour encourager le Libéria à participer également aux initiatives liées aux déclarations conjointes sur le commerce électronique et sur la réglementation intérieure dans le domaine des services, ainsi qu'aux trois initiatives environnementales en cours (les Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale, le Dialogue informel sur la pollution par les plastiques et le commerce des plastiques écologiquement durable, et la réforme des subventions aux combustibles fossiles) et aux travaux sur les MPME. D'autre part, nous encourageons le Libéria à se joindre à l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire (AMPA).

4.49. L'Union européenne apprécie les efforts que déploie le Libéria pour promouvoir l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, y compris sa décision prise dès 2014 de signer l'Accord de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest. C'est une étape importante pour aider le pays à participer aux chaînes de valeur régionales et mondiales et pour attirer les investissements. Nous encourageons le Libéria à continuer de promouvoir des conditions d'activité des entreprises qui soient ouvertes et prévisibles pour attirer davantage d'investissements.

4.50. En dépit de ces aspects positifs, l'Union européenne souhaite soulever plusieurs points relatifs à la politique du Libéria en matière de commerce et d'investissement.

4.51. Tout d'abord, l'Union européenne fait observer, à la lecture du rapport du Secrétariat, que le Libéria pourrait faire davantage pour améliorer son cadre institutionnel et pour adopter des politiques susceptibles d'aider à certifier les produits originaires du pays. Les lacunes actuelles dans ce domaine découragent vos entreprises d'accéder aux marchés d'exportation, y compris l'Union européenne dans le cadre du régime TSA, ou le marché de la CEDEAO, qui est encore marginal.

4.52. Ensuite, si l'Union européenne salue les réformes importantes du régime forestier libérien en termes de transparence et d'obligation redditionnelle, nous sommes préoccupés par le degré auquel l'Accord de partenariat volontaire (APV) permet au Libéria de respecter les prescriptions de l'Union européenne en matière de contrôle, de vérification et de délivrance des licences concernant les produits du bois.

4.53. Troisièmement, l'Union européenne est consciente des efforts que déploie le Libéria pour réformer son régime de gestion de la pêche mais nous réitérons notre préoccupation au sujet de la durabilité du secteur de la pêche et du degré auquel la mise en œuvre du Plan d'action national de lutte contre la pêche INN (illicite, non déclarée et non réglementée) donne des résultats positifs. Dans le même ordre d'idées, nous sommes préoccupés par l'engagement effectif du Libéria à mettre en œuvre l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port.

4.54. Quatrièmement, l'Union européenne salue les efforts et les mesures visant à améliorer la transparence et l'obligation redditionnelle dans le secteur minier, mais nous continuons de souligner que l'exploitation minière sans licence et illicite dans le secteur minier artisanal demeure un obstacle majeur qui doit être résolu sans délai.

4.55. Cinquièmement, selon le rapport du Secrétariat, le Libéria a adressé plusieurs notifications à l'OMC mais il lui reste des notifications en suspens dans un certain nombre de domaines, notamment le soutien interne à l'agriculture et les subventions à l'exportation, les procédures de licences d'importation et les restrictions quantitatives, l'évaluation en douane, les subventions et les mesures compensatoires, les entreprises commerciales d'État, les mesures antidumping et l'AGCS. L'Union européenne invite le Libéria à présenter ces notifications en suspens.

4.56. Enfin et surtout, l'Union européenne note que le Libéria n'a pas encore ratifié l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Nous l'encourageons à ratifier la ZLECAf rapidement, ainsi que d'autres mesures visant à faciliter le commerce régional et international. Elles apporteront des bénéfices tangibles à l'économie nationale.

4.57. Le Libéria est un précieux partenaire commercial pour l'Union européenne, et nous espérons travailler avec vous durant la préparation de la treizième Conférence ministérielle à venir, qui se tiendra en 2024 à Abou Dhabi.

4.58. Nous remercions le Libéria des réponses qu'il a apportées à nos questions et à nos préoccupations, que nous continuerons d'examiner avec soin.

4.59. Au nom de l'Union européenne, nous souhaitons au Libéria un premier examen de politique commerciale très fructueux et productif.

#### RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

4.60. La délégation de la République dominicaine salue la présentation du rapport par la Ministre du commerce du Libéria, S.E. Mme Mawine G. Diggs, et adresse ses chaleureux souhaits de bienvenue à la délégation du Libéria présente parmi nous. Nous tenons également à remercier l'Ambassadrice Xolelwa Mlumbi-Peter, Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation, pour son exposé.

4.61. La République dominicaine et la République du Libéria participent à la coopération et à la solidarité en tant que membres de divers groupes au sein de l'OMC, y compris le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP) et le G-90.

4.62. Les rapports montrent comment notre pays frère, la République du Libéria, a été très durement frappé par la pandémie de COVID-19, comme la grande majorité des États Membres de notre Organisation. Le pays a également été touché par l'épidémie provoquée par le virus Ebola et par 14 années de guerre civile.

4.63. Notre délégation porte un regard très positif sur la manière dont le Libéria, depuis qu'il a rejoint l'OMC, est resté engagé en faveur du système commercial multilatéral fondé sur des règles et pour assurer l'équité des règles en faveur des pays les moins avancés (PMA).

4.64. Depuis la fin de la guerre civile, l'économie du Libéria a connu une expansion rapide, la croissance annuelle atteignant en moyenne 7% entre 2004 et 2014. Cependant, les résultats économiques se sont malheureusement dégradés avec une croissance moyenne du PIB de 0,3% par an entre 2016 et 2021. Nous saluons néanmoins le fait que les réformes mises en œuvre par le gouvernement du Libéria ont entraîné une reprise du taux de croissance annuelle du PIB à 5% en 2021, contre un taux négatif en 2020.

4.65. Nous notons que l'économie du Libéria est basée sur les ressources naturelles, principalement le minerai de fer, l'or, le caoutchouc naturel, le bois et les diamants, que le pays possède un régime d'investissement étranger globalement ouvert et qu'il détient le deuxième plus grand registre maritime du monde après le Panama.

4.66. En outre, nous observons avec intérêt la manière dont le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD) du Libéria fixe plusieurs objectifs de développement dans le but général de réduire la pauvreté absolue de 23% en cinq ans.

4.67. Notre délégation a communiqué une question concernant la source que les Membres peuvent utiliser pour consulter la Loi portant création de l'Autorité des normes du Libéria. Nous remercions par avance le Libéria d'apporter une réponse à notre préoccupation, que les autorités de notre capitale analyseront en détail.

4.68. Pour conclure, nous tenons à saisir cette occasion pour renouveler nos remerciements à la République du Libéria et pour lui souhaiter un fructueux examen de sa politique commerciale.

#### CAMEROUN AU NOM DU GROUPE AFRICAIN

4.69. Je fais cette déclaration au nom du Groupe africain. Le Groupe africain se réjouit de participer à ce premier examen de la politique commerciale du Libéria, notre pays frère. Nous souhaitons chaleureusement la bienvenue à Mme Mawine G. Diggs, Ministre du commerce et de l'industrie du Libéria, et à toute sa délégation, et nous remercions la Ministre de sa déclaration introductive complète sur l'état de l'économie libérienne. Nous remercions également S.E. Mme Xolelwa Mlumbi-Peter, présentatrice pour cet examen, de ses observations et commentaires éclairants.



4.70. À la lecture des affirmations contenues dans les deux rapports d'examen de politique commerciale, nous souhaitons formuler les cinq observations et commentaires principaux qui suivent.

4.71. Tout d'abord, nous notons avec satisfaction qu'en tant que Membre ayant récemment accédé à l'OMC, le gouvernement du Libéria a introduit et mis en œuvre de solides politiques macroéconomiques qui se sont traduites par des conditions plus propices à l'activité économique et à l'investissement, et qui ont permis au pays de conserver une croissance relativement stable, malgré certaines difficultés structurelles, des chocs externes et des pandémies de santé publique. De fait, tandis que le monde continue de faire face aux réalités économiques globales difficiles suite à la pandémie de COVID-19, le Libéria a enregistré une hausse de son taux de croissance annuelle du PIB à 5% en 2021, contre un taux négatif en 2020. En outre, le gouvernement du Libéria est parvenu à contenir l'inflation au cours des dernières années.

4.72. De plus, le rapport du Secrétariat constate, je cite, que la "situation budgétaire a été maîtrisée, le Libéria ayant même enregistré des excédents budgétaires ces dernières années"; ces efforts et les autres politiques mises en œuvre pour parvenir à la stabilité des politiques intérieures au Libéria sont vraiment dignes d'éloges.

4.73. Deuxièmement, le Groupe africain a pris note que la composition des importations et des exportations du Libéria sont largement restées inchangées, les principales exportations étant le caoutchouc, le minerai de fer et les minéraux, tandis que le riz, les produits pétroliers, les machines et le matériel de transport sont les principales importations. La question de la dépendance concernant les produits de base est courante dans les pays africains et elle a négativement affecté la croissance économique et la balance des paiements à travers le continent; à cela s'ajoute le fait que le Libéria est un importateur net de denrées alimentaires et qu'il est entièrement dépendant de ses importations de produits pétroliers. Alors que les cours mondiaux des combustibles et des denrées alimentaires continuent d'augmenter, cette situation est un signal d'alarme pour nous tous, signe que la réindustrialisation et la transformation structurelle de l'Afrique sont urgentes.

4.74. À cet égard, nous félicitons le gouvernement du Libéria pour son plan de développement phare intitulé le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD) 2018-2023 et pour le Fonds pour le développement des petites entreprises en faveur des populations pauvres (SBPDF). Conformément à "l'Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons" de l'Union africaine, les programmes de développement sont fondamentaux pour aboutir à une relance et à une croissance économiques durables, pour réduire la pauvreté et pour atteindre les objectifs généraux de développement du Libéria.

4.75. Troisièmement, le rapport du gouvernement souligne que le système commercial multilatéral reste une priorité pour le Libéria et que des règles commerciales multilatérales qui fonctionnent bien sont essentielles à une transformation structurelle qui favorise le développement du secteur privé et les initiatives axées sur les exportations en tant qu'élément essentiel du développement après un conflit. Nous tenons à assurer la Ministre que nous partageons ces objectifs, qui sont conformes à la vision de la réforme de l'OMC qu'a le Groupe africain afin de rééquilibrer les règles commerciales au service de l'industrialisation de l'Afrique. Cette vision se retrouve dans notre communication intitulée "Marge de manœuvre pour le développement industriel", que nous avons présentée au Conseil général de l'OMC en mars.

4.76. Quatrièmement, la durabilité de la pêche devient une urgence croissante pour les nations du monde entier, surtout en Afrique. Nous faisons observer avec préoccupation que la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) coûte actuellement à l'Afrique au moins 2,3 milliards d'USD en pertes économiques chaque année. Nous notons avec satisfaction que le secteur de la pêche a fait de grands progrès au Libéria, qu'il joue un rôle majeur pour subvenir aux besoins des populations et qu'il contribue à la sécurité alimentaire, aux besoins nutritionnels et à la réduction de la pauvreté.

4.77. Le rapport du Secrétariat de l'OMC nous informe que l'agriculture, la sylviculture et la pêche sont la colonne vertébrale de l'économie libérienne, ces trois secteurs représentant environ 30% du PIB du pays. Toutefois, le Secrétariat de l'OMC indique également qu'en dépit de ses vastes ressources halieutiques, le Libéria reste un importateur net de poisson et de produits de la pêche. Le nouvel Accord de l'OMC sur la pêche interdit certaines subventions ayant les effets les plus nocifs sur la durabilité de la pêche, à savoir celles qui concernent la pêche illicite, non déclarée et non



réglementée (INN), les stocks surexploités ainsi que la pêche en haute mer non réglementée. À ces fins, nous nous félicitons que le gouvernement du Libéria ait pris des mesures pour réformer son régime de gestion de la pêche en faisant une priorité de la lutte contre la pêche INN, outre qu'il a conclu avec succès la deuxième vague de négociations relatives à l'Accord sur les subventions à la pêche, qui freine les subventions contribuant à la surcapacité et à la surexploitation, tandis que répondre aux besoins des petits pêcheurs artisanaux demeure une priorité pour le Groupe africain.

4.78. Enfin, le Groupe africain note avec satisfaction que le Libéria est un acteur important de la politique commerciale régionale et du système commercial multilatéral. Nous saisissons cette occasion pour encourager le gouvernement du Libéria à déposer ses instruments de ratification de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) au secrétariat de la Commission de l'Union africaine.

4.79. J'en profite pour souhaiter à la délégation du Libéria un examen de politique commerciale très fructueux.

## SIERRA LEONE

4.80. La Sierra Leone est honorée de participer au premier examen de la politique commerciale du Libéria. Ma délégation tient à souhaiter chaleureusement la bienvenue à la délégation du Libéria, conduite par Mme la Ministre Mawine G. Diggs, et au Représentant permanent, M. Paul Tate. Nous tenons également à remercier le Secrétariat pour le rapport complet qu'il a établi ainsi que le gouvernement du Libéria pour son propre rapport. Nos remerciements vont également à l'Ambassadrice de l'Afrique du Sud et présentatrice pour ses observations très utiles.

4.81. La Sierra Leone salue les mesures que le gouvernement du Libéria a prises pour atténuer les incidences économiques et sociales négatives de chocs externes, de deux pandémies et d'autres difficultés intérieures au cours de la période à l'examen. Parmi ces mesures figurent le plan de développement – une initiative phare du gouvernement – ayant conduit à l'adoption de puissantes réformes fiscales et de politiques monétaires innovantes qui ont contribué à réduire l'inflation, apportant une aide considérable aux citoyens ordinaires. La hausse remarquable des recettes fiscales au cours des dernières années est particulièrement louable.

4.82. Le Libéria et la Sierra Leone sont des pays frères qui partagent de profondes similitudes, notamment de solides liens historiques, économiques, politiques et culturels. Nos relations commerciales sont particulièrement robustes au point de dépasser le strict domaine de la réglementation. Nous sommes l'un et l'autre membres fondateurs de l'Union du fleuve Mano, créée en 1973, qui est le premier Accord de libre-échange dans notre sous-région. La Guinée et la Côte d'Ivoire en sont également membres. Nos frontières sont ouvertes et libres. L'Union du fleuve Mano vise à éliminer tous les obstacles au libre-échange et a contribué à rationaliser la circulation des marchandises et des services entre ses États membres. En outre, nos pays sont membres de la CEDEAO et appliquent le même tarif extérieur commun (TEC de la CEDEAO).

4.83. Nous avons bâti une coopération fructueuse en étendant nos infrastructures énergétiques grâce à la ligne d'interconnexion CSLG, un partenariat qui regroupe les quatre États du fleuve Mano – Libéria, Côte d'Ivoire, Sierra Leone et Guinée.

4.84. Enfin, la Sierra Leone tient à remercier le Libéria de développer ses régimes commerciaux et de préserver les relations bilatérales constantes et anciennes qui existent entre nos pays. Dans un esprit de participation constructive, nous souhaitons encourager le Libéria à intensifier ses efforts dans le domaine de la numérisation et à proposer davantage d'incitations pour attirer plus d'investissements étrangers directs.

4.85. En conclusion, la Sierra Leone remercie sincèrement le Libéria pour sa participation active à l'OMC et son soutien constant au système commercial multilatéral. Le Libéria mérite grandement un plein succès dans cet examen de politique commerciale.

## JAPON

4.86. Le Japon souhaite la bienvenue à l'éminente délégation du Libéria, conduite par la Ministre du commerce et de l'industrie, Mme Mawine G. Diggs. Il remercie également le gouvernement du Libéria

et le Secrétariat de l'OMC pour les rapports respectifs qu'ils ont établis aux fins de cet examen, ainsi que la présentatrice, S.E. Mme Xolelwa Mlumbi-Peter, Ambassadrice et Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC, pour ses éclairages précieux.

4.87. Avant toute chose, nous félicitons le Libéria des efforts qu'il a déployés en tant que Membre de l'OMC pour s'intégrer au système commercial multilatéral depuis son accession à l'Organisation en 2016. Le rapport établi par le Libéria énumère les politiques nationales de manière exhaustive et nous félicitons le Libéria des efforts qu'il a consacrés à sa préparation. Nous le félicitons de tenir son premier EPC durant la période à l'examen, malgré les diverses difficultés rencontrées en cette période, y compris les problèmes tels que la pandémie de COVID-19.

4.88. Pour commencer par une observation générale, à la huitième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD8) qui s'est tenue l'an dernier en Afrique, le Japon a érigé "la transformation structurelle, une croissance économique et un développement durables" en pilier de son soutien à l'Afrique. Dans ce contexte, la réunion a permis de réaffirmer l'engagement à maintenir et à renforcer le système commercial multilatéral avec l'OMC en son centre, qui est transparent, équitable, inclusif et fondé sur des règles. Nous espérons que l'EPC du Libéria contribuera à renforcer la transparence de la politique commerciale du pays et à consolider le système commercial multilatéral grâce aux discussions entre les Membres concernés.

4.89. Je profite de l'occasion pour aborder plusieurs questions spécifiques en lien avec les politiques commerciales du Libéria.

4.90. Premier point: notre relation économique, y compris l'assistance technique au Libéria. Nous souhaitons rappeler qu'entre 1990 et 2006, alors que la guerre civile du Libéria s'intensifiait, le Japon a continué de fournir une aide d'urgence et humanitaire par l'intermédiaire d'organisations internationales et d'ONG. En 2007, la coopération économique bilatérale a repris, et une assistance a été fournie principalement dans les domaines du développement des ressources humaines, du développement des infrastructures économiques et sociales, de la santé et de la sécurité alimentaire, ce qui a permis de maintenir et de développer de bonnes relations bilatérales. L'autoroute dite "autoroute du Japon", achevée en 2021, est l'un des symboles des relations amicales qu'entretiennent le Japon et le Libéria.

4.91. Dans le secteur de la pêche, nous avons fourni une assistance matérielle notamment pour assurer la maintenance du matériel de pêche, et nous continuerons d'apporter un soutien global, y compris au moyen de programmes de soutien consistant par exemple à former les fonctionnaires chargés de l'administration des pêches.

4.92. Le Japon poursuivra ses efforts pour renforcer les liens économiques avec le Libéria.

4.93. Deuxièmement, nous souhaitons renvoyer aux initiatives d'intégration régionale telles que la ZLECAf. Dans la Déclaration de Tunis adoptée lors de la TICAD8, le Japon se félicite des initiatives africaines en matière d'intégration économique régionale, notamment le lancement prévu des échanges commerciaux dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Il soutient également la mise en œuvre de la ZLECAf pour veiller à ce qu'elle atteigne son objectif de contribuer au développement économique inclusif et durable de l'Afrique par le commerce. Nous espérons que ces initiatives contribueront également à la redynamisation de l'économie libérienne.

4.94. Enfin et surtout, nous voudrions conclure nos observations en mentionnant le rôle du Libéria à l'OMC.

4.95. Il est important pour l'OMC de maintenir et de renforcer un système commercial multilatéral s'appuyant sur la mise en œuvre adéquate de leurs obligations par les Membres qui sont des PMA, et nous souhaiterions que le Libéria prenne les mesures nécessaires, notamment en lien avec ses obligations de notification, pour appliquer les règles de l'OMC, malgré les diverses difficultés qu'il rencontre. Dans ces circonstances, nous apprécions la participation du Libéria à l'Accord sur la facilitation de l'investissement pour le développement (FID). Nous souhaitons également encourager le Libéria à participer aux initiatives liées aux déclarations conjointes sur le commerce électronique et sur la réglementation intérieure dans le domaine des services.

4.96. En conclusion, nous souhaitons à la délégation du Libéria un examen de politique commerciale réussi.

#### KENYA AU NOM DU GROUPE ACP

4.97. Je fais cette déclaration au nom du Groupe ACP.

4.98. Je me joins aux autres délégués pour souhaiter une chaleureuse bienvenue à la délégation du Libéria conduite par Mme Mawine G. Diggs, Ministre du commerce et de l'industrie, à l'occasion de son premier examen de politique commerciale. Nous sommes conscients de l'effort considérable que ce premier exercice a dû exiger et nous félicitons le Libéria qui, avec l'appui du Secrétariat de l'OMC, a achevé le processus. Nous remercions également l'Ambassadrice Xolelwa Mlumbi-Peter pour son analyse approfondie – comme toujours – en tant que présentatrice.

4.99. Je tiens à féliciter le Libéria, qui est membre du Groupe ACP, pour sa participation active à l'OMC depuis son accession en 2016. Il continue d'apporter la preuve de son engagement en faveur du système commercial multilatéral. Il considère le commerce comme indispensable à son développement économique et a mis en œuvre plusieurs politiques qui sont conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

4.100. Nous félicitons le Libéria pour les remarquables efforts qu'il déploie afin de prendre soin de sa population et d'apporter une contribution positive à sa croissance économique. Nous notons le partenariat signé avec la Banque mondiale dans le cadre du Projet pour l'investissement, le financement et le commerce au Libéria (LIFT-P), une décision que le gouvernement a prise pour accroître l'efficacité du commerce dans tout le pays. Ce projet permettra de créer davantage de possibilités d'emploi et contribuera à la croissance économique au Libéria. Il améliorera également l'accès des petites entreprises aux capitaux et l'accès des citoyens aux services financiers numériques. Cet accord appuiera les efforts que le Libéria déploie pour devenir une économie ouverte, résiliente et diversifiée.

4.101. Tandis qu'il se relevait des difficultés causées par la COVID-19, le gouvernement du Libéria est parvenu à faire passer la croissance du PIB national d'un taux négatif à un taux de 5% en 2021. Bien que le Libéria soit un PMA, son économie a enregistré une croissance considérable, alimentée par des stratégies budgétaires et monétaires durables et par les réformes mises en œuvre pour réduire l'impact économique de la pandémie. Nous notons toutefois certaines des difficultés que le Libéria continue de rencontrer, notamment son exposition à la précarité du fait de la variabilité historique des prix de ses principaux produits d'exportation, les effets négatifs de la pandémie ainsi que les tensions géopolitiques.

4.102. Le récit libérien est l'illustration de la résilience d'un PMA face aux chocs mondiaux et intérieurs. Le Groupe ACP félicite le Libéria pour sa capacité à tirer parti du commerce, qui représentait 72% du PIB en 2021, et à enregistrer une croissance nourrie par les industries extractives et par le secteur manufacturier durant la pandémie. En 2021, notamment, le secteur des industries extractives a affiché un taux de croissance de 17,6% grâce à la hausse des cours internationaux des produits de base que le Libéria exporte. De même, le secteur manufacturier a connu une croissance de 4,7%, s'appuyant sur la production accrue de ciment et de boissons.

4.103. Fait tout aussi notable, le Libéria est parvenu à maintenir un taux d'inflation à un chiffre face aux chocs externes, aux pandémies de santé publique et aux autres difficultés intérieures. La mise en œuvre de politiques et de réformes budgétaires et monétaires robustes lui a permis de contenir l'inflation en 2021, le taux annuel ayant été ramené à 7,9% contre 17,4% en 2020, et même à 6,5% en juillet 2022.

4.104. L'agriculture, la sylviculture et la pêche demeurent des composantes essentielles de l'économie du Libéria, représentant au total près de 40% de son PIB en 2021. Le Libéria est un importateur net de denrées alimentaires, un fait qu'aggrave le niveau élevé des prix mondiaux des combustibles et des produits alimentaires. D'autre part, alors que les services constituent environ 41% du PIB du Libéria, le pays est de loin un importateur net de services. Cette situation est facilitée par les régimes ouverts et non discriminatoires qui s'appliquent à une série de sous-secteurs des services.

4.105. Le développement est au cœur des mesures nationales prises par le Libéria en tant que PMA. Nous saluons le lancement par le gouvernement de son plan phare de développement – le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD) 2018-2023, qui vise à réduire la pauvreté absolue de 23% dans les cinq ans en faisant notamment la promotion des exportations vers les autres pays de la CEDEAO.

4.106. Le Groupe ACP félicite également le Libéria de ses efforts pour parvenir à un approvisionnement stable, abordable et accessible en électricité comme facteur de développement économique. Le pays est un importateur net d'électricité par l'intermédiaire du Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEO) de la CEDEAO. Le réseau national est connecté à la Côte d'Ivoire, à la Sierra Leone et à la Guinée grâce à une nouvelle ligne de transport à haute tension (ligne d'interconnexion CSLG), qui alimente le Libéria depuis décembre 2022.

4.107. Depuis son acceptation de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) en avril 2021, le Libéria a mis en œuvre environ 86,5% de ses engagements afférents, et l'Accord devrait être pleinement appliqué d'ici à février 2025. C'est un beau progrès qui illustre la détermination du Libéria à remplir ses obligations dans le système commercial multilatéral.

4.108. Nous soutenons pleinement le Libéria lorsqu'il insiste sur la nécessité que la réforme de l'OMC tienne compte des contraintes de capacité des PMA, qu'elle privilégie la prise de décisions fondées sur le consensus et le traitement spécial et différencié, et qu'elle continue de faire du développement le pilier central du système commercial mondial.

4.109. Enfin, le Groupe ACP souhaite un plein succès au Libéria dans la mise en œuvre d'initiatives qui visent à améliorer son économie et invite les Membres de l'OMC à continuer de lui apporter leur soutien.

#### DJIBOUTI AU NOM DU GROUPE DES PMA

4.110. Au nom du Groupe des PMA, je souhaite une chaleureuse bienvenue à la délégation de la République du Libéria et lui adresse tout notre soutien et tous nos vœux de succès dans la poursuite des travaux de ce premier examen de leur politique commerciale.

4.111. Nous remercions la délégation du Libéria et le Secrétariat de l'OMC pour l'élaboration et la présentation de rapports détaillés et pertinents. Nos remerciements vont également à l'endroit de l'Ambassadrice de l'Afrique du Sud, S.E. Mme Xolelwa Mlumbi-Peter, pour la présentation du rapport du Secrétariat.

4.112. Nous avons suivi avec intérêt la présentation faite par Mme Mawine G. Diggs, Ministre du commerce du Libéria, et nous souhaitons vous faire part de ce qui suit.

4.113. Depuis son adhésion à l'OMC, en juillet 2016, le Libéria a montré sa détermination à être un promoteur du système commercial multilatéral. Le chemin vers l'adhésion à l'OMC a été long et ardu et nous souhaitons reconnaître les difficultés auxquelles le Libéria a été confronté tout au long du processus de négociation. Le pays a adopté et mis en œuvre des politiques conformes à ses engagements envers l'OMC, démontrant ainsi son engagement envers le système commercial multilatéral. Aujourd'hui, des difficultés subsistent pour mettre en œuvre et adapter certains des engagements pris dans le cadre de l'OMC.

4.114. Le gouvernement du Libéria a déployé des efforts notables en vue d'une transformation économique positive, qui s'est traduite par une augmentation de 5% du produit intérieur brut (PIB) pour 2021. Cette croissance est largement due au secteur des mines et carrières et au secteur manufacturier. Avec l'augmentation des prix internationaux des produits d'exportation du Libéria, le secteur des mines et des carrières a atteint un taux de croissance de 17,6%. Dans ce secteur, les volumes d'or et de diamants ont augmenté respectivement de 79% et de 15%, tandis que le minerai de fer a progressé de 3%. L'inflation, qui était de 17,4% en 2020, est tombée à 7,9% en 2021 et a encore diminué pour atteindre 6,5% en juillet 2022. Les réformes du gouvernement libérien ont conduit à ces développements économiques positifs, aidant le pays à supporter les difficultés causées par la pandémie de COVID-19.

4.115. Nous saluons également le gouvernement pour avoir mis en place le Programme phare pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD) en 2018, dont l'objectif principal est de réduire la pauvreté absolue de 23% sur une période de cinq ans.

4.116. L'économie libérienne a fait preuve d'une croissance et d'une résilience relativement bonnes au fil des ans. Ceci est évident grâce aux politiques et réformes fiscales et monétaires solides qui ont été mises en œuvre pour atténuer l'impact de la santé publique sur l'économie, maintenir une inflation à un seul chiffre, assurer la stabilité du taux de change et la résistance de l'économie à tout choc externe. Toutefois, le Libéria doit encore relever certains défis. Les prix des exportations de produits de base du Libéria ont été volatils, ce qui a aggravé les difficultés économiques au fil des ans, sans compter l'impact de la pandémie de COVID-19.

4.117. Pour conclure, le groupe des PMA souhaite au Libéria tout le succès possible dans la mise en œuvre d'initiatives visant à améliorer son économie et appelle tous les Membres à continuer à soutenir le Libéria pour qu'il saisisse les opportunités et surmonte les défis qui l'attendent.

## CÔTE D'IVOIRE

4.118. La Côte d'Ivoire souhaite la fraternelle bienvenue à la délégation du Libéria pour son premier examen de politique commerciale depuis son accession à l'OMC en juillet 2016.

4.119. Nous remercions le Secrétariat et le Libéria pour leurs rapports ainsi que Mme l'Ambassadrice d'Afrique du Sud en sa qualité de présentatrice.

4.120. La délégation ivoirienne félicite le gouvernement du Libéria pour les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre de ses politiques économiques et sectorielles.

4.121. En effet, les différentes réformes engagées par les autorités libériennes ont permis au pays d'enregistrer une croissance solide qui a atteint 5% du PIB en 2021.

4.122. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire voudrait saluer la résilience du Libéria qui, malgré les chocs sanitaires subis dus notamment à l'épidémie d'Ebola et à la pandémie de COVID-19, a su trouver les ressorts nécessaires, afin de résister et rebondir au point d'enregistrer les résultats mentionnés dans les rapports qui nous ont été soumis.

4.123. En ce qui concerne la politique commerciale, la Côte d'Ivoire se réjouit également de l'attachement du Libéria au système commercial multilatéral et de sa vision en faveur d'un système commercial multilatéral fondé sur les règles et garantissant l'accès de tous aux avantages du commerce international.

4.124. Aussi, ma délégation relève avec satisfaction les actions du Libéria pour mettre en œuvre ses engagements multilatéraux à l'OMC, notamment l'acceptation de l'Accord sur la facilitation des échanges en avril 2021 qu'il a mis en œuvre à 68,5%.

4.125. De même, mon pays reste convaincu que les efforts accomplis par le Libéria pour mettre en œuvre les instruments régionaux d'intégration dont le tarif extérieur commun et le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO ainsi que la ZLECAf, contribueront au renforcement de la coopération bilatérale économique et commerciale entre la Côte d'Ivoire et le Libéria. Et ce d'autant plus que plusieurs projets de facilitation des échanges transfrontaliers ont été récemment exécutés entre nos deux pays, grâce à l'appui de certains partenaires dans le cadre l'Union du Fleuve Mano.

4.126. Enfin, la Côte d'Ivoire souhaite plein succès au Libéria pour son EPC et l'encourage à prendre bonne note des recommandations qui lui sont adressées, en vue de renforcer sa politique commerciale et d'accélérer son intégration dans le commerce international.

## SÉNÉGAL

4.127. La délégation du Sénégal s'associe aux déclarations au nom des Groupes africain, ACP et PMA, respectivement par le Cameroun, le Kenya et Djibouti. Permettez-moi de joindre ma voix à celle des premiers intervenants pour souhaiter la bienvenue à Genève à la délégation du Libéria, conduite par sa Ministre du commerce et de l'industrie, S.E. Mme Mawine G. Diggs. Nous avons pris

acte des deux rapports, du Secrétariat de l'OMC et du gouvernement du Libéria, relatifs au présent EPC, le Sénégal remercie et félicite S.E. Mme Mlumbi-Peter, l'Ambassadrice de l'Afrique du Sud pour la qualité de son intervention en tant que présentatrice de débat du présent examen de politique commerciale.

4.128. Ce premier examen de la politique commerciale du Libéria est particulièrement important compte tenu des éléments nouveaux et d'autres réformes entreprises par ce pays dans le domaine du commerce et des politiques liées au commerce. À cet égard, le Sénégal se réjouit des progrès accomplis par le Libéria dans le cadre de la modernisation de ses régimes liés aux mesures sanitaires et phytosanitaires et obstacles techniques au commerce; sur ce, nous encourageons les Membres, le Secrétariat de l'OMC et les partenaires au développement à accompagner le Libéria pour relever les contraintes des capacités relatives à la mise en œuvre de ces mesures.

4.129. Ma délégation salue également les réformes menées par le Libéria dans les domaines, entre autres, de l'investissement du régime forestier, de la gestion de la pêche, notamment la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN).

4.130. Pour conclure, ma délégation encourage les Membres et les partenaires au développement à appuyer le Libéria pour qu'il se dote d'un système d'informations permettant de disposer de données commerciales fiables et actualisées. Nous encourageons également le Secrétariat de l'OMC à assister davantage le Libéria dans le domaine de ces notifications en suspens.

4.131. Le Sénégal souhaite un plein succès au Libéria pour son examen de politique commerciale.

## BRÉSIL

4.132. Le Brésil souhaite la bienvenue à la délégation du Libéria conduite par S.E. Mme Mawine G. Diggs, Ministre du commerce et de l'industrie, et salue M. Paul Tate, chef de la Mission permanente du Libéria auprès de l'OMC.

4.133. Nous tenons à adresser nos remerciements au Secrétariat de l'OMC pour son rapport approfondi et complet, ainsi qu'à vous, Monsieur le Président, et à la présentatrice, S.E. Mme Xolelwa Mlumbi-Peter (Afrique du Sud), pour votre contribution à un fructueux exercice de suivi du commerce.

4.134. Le Brésil félicite le gouvernement du Libéria à l'occasion de sa participation à son premier examen de politique commerciale. Nous sommes convaincus que ces exercices contribuent à renforcer la transparence et la prévisibilité pour les acteurs du commerce.

4.135. Tout en étant conscients que le niveau de croissance du Libéria et d'autres indicateurs économiques ont été affectés par des chocs externes, comme l'Ebola et la COVID-19, surtout après 2015, nous félicitons le pays pour le pic atteint par son taux de PIB en 2021 et 2022, ainsi que pour les projections pour les années à venir.

4.136. Il convient de noter que le Libéria possède le deuxième plus grand registre maritime du monde. Le rôle important que le commerce joue dans son économie, ainsi que sa situation soutenable en matière de dette et d'inflation, sont également à noter.

4.137. L'expansion économique du Libéria au cours de la première décennie de ce siècle est exemplaire et illustre la capacité de ce pays à prospérer et à surmonter les obstacles. Nous espérons sincèrement que dans ce contexte, les résultats économiques du Libéria pourront se redresser et s'améliorer dans les années à venir.

4.138. Nous constatons avec plaisir que le Libéria, comme le Brésil, possède des forêts et des eaux riches. Nous sommes convaincus que ses ressources naturelles peuvent être et seront essentielles pour promouvoir le développement durable et pour lutter contre les changements climatiques, tant dans le pays qu'à l'échelle mondiale. À cet égard, nous félicitons les efforts que déploie le Libéria pour lutter contre la pêche INN, conformément aux objectifs de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche.



4.139. Au reste, s'agissant des questions relatives à l'OMC, le Brésil note avec satisfaction les engagements substantiels que le Libéria a pris au titre de l'AGCS, des efforts consentis pour moderniser ses régimes OTC et SPS, et de son acceptation de l'AFE en 2021.

4.140. En ce qui concerne nos relations bilatérales, il convient de noter que le Libéria a été l'un des premiers pays africains à établir des relations diplomatiques avec le Brésil – relations qui se sont intensifiées à partir de 2009, avec la signature de plusieurs accords et mémorandums.

4.141. Nous sommes fiers que notre commerce bilatéral ait augmenté de 1 672%, c'est-à-dire de plus de 17 fois, entre 2018 et 2022, sauf en 2020. Le Libéria est notre troisième partenaire en Afrique centrale et occidentale, et nous sommes son premier partenaire en Amérique latine.

4.142. Malgré ces bons chiffres, il reste encore beaucoup à améliorer dans notre commerce bilatéral. Les exportations et les importations restent concentrées sur certains produits de base. Le Libéria peut compter sur notre engagement constructif, tant sur le plan bilatéral qu'ici à l'OMC, pour accroître et diversifier nos flux d'échanges.

4.143. Notre coopération bilatérale en matière de santé et d'éducation est aussi importante que nos liens commerciaux. Le Brésil fait observer avec satisfaction qu'il a aidé le Libéria à lutter contre l'Ebola et la COVID-19. En outre, en 2010, nos deux pays ont signé un accord sur la coopération dans le domaine de l'éducation, dont nous espérons que le Libéria le ratifiera prochainement.

4.144. Ayant dit tout cela, la délégation du Brésil souhaite au Libéria un résultat concluant pour son premier examen de politique commerciale.

#### RÉPUBLIQUE DE CORÉE

4.145. La République de Corée souhaite se joindre aux autres délégations pour souhaiter chaleureusement la bienvenue aux délégués du Libéria, conduits par Mme la Ministre Mawine G. Diggs, à l'occasion de leur premier examen de politique commerciale. Je souhaite également adresser mes remerciements au Secrétariat de l'OMC et au gouvernement du Libéria pour leurs rapports instructifs. Mes sincères remerciements vont également à la présentatrice, S.E. l'Ambassadrice Xolelwa Mlumbi-Peter (Afrique du Sud), pour ses observations éclairantes. La République de Corée se réjouit de cette occasion de se pencher de plus près sur les politiques et pratiques commerciales que le Libéria a adoptées depuis son accession à l'OMC en 2016.

4.146. La République de Corée et le Libéria ont conservé de bonnes relations économiques au fil des années. Malgré quelques fluctuations, les activités commerciales entre les deux pays ont augmenté régulièrement. La République de Corée exporte principalement des navires et des véhicules vers le Libéria, tandis que les matières premières telles que le cuivre et l'aluminium sont les principales exportations libériennes vers la Corée. La République de Corée est convaincue que notre relation commerciale est assez complémentaire de l'utilisation de nos avantages compétitifs respectifs. Je souhaite que les deux pays renforcent leur collaboration dans des domaines d'intérêt mutuel que sont notamment l'agriculture, les industries extractives, l'économie numérique, y compris les TIC, et la durabilité. Le Libéria présente l'avantage de ressources naturelles abondantes tandis que la République de Corée possède des technologies avancées dans plusieurs domaines. La République de Corée nourrit l'espoir qu'à l'avenir les deux pays renforceront davantage leurs liens économiques.

4.147. Le commerce international de marchandises et de services est une composante essentielle de l'économie du Libéria et constituait environ 72% de son PIB en 2021, les taxes sur le commerce perçues aux frontières représentant plus de 40% des recettes fiscales. Récemment, le revenu par habitant du Libéria a stagné à environ 700 USD en raison des incidences de la pandémie de COVID-19. Le Programme du gouvernement pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres, qui vise à promouvoir les exportations, devrait avoir des effets positifs sur la trajectoire économique globale du pays. À cet égard, la République de Corée félicite le Libéria pour les efforts pionniers qu'il a déployés afin d'étendre son système de libre-échange pour englober divers accords commerciaux régionaux et multilatéraux tels que la CEDEAO, la ZLECAf, l'APE avec l'Union européenne et son accession à l'OMC. Ces mesures devraient jouer un rôle central pour propulser la croissance économique libérienne vers l'avant.

4.148. Sur le plan multilatéral, la République de Corée encourage l'engagement du Libéria en faveur du système commercial multilatéral fondé sur des règles et sa participation active aux négociations menées dans le cadre de l'OMC, y compris sur les initiatives liées aux déclarations conjointes sur le commerce électronique et la facilitation de l'investissement pour le développement.

4.149. S'agissant du secteur économique du Libéria, la plupart des entreprises locales dans le secteur manufacturier sont des MPME. Le Parc industriel de Monrovia est particulièrement notable, car il a été créé pour attirer les investissements nationaux et étrangers et pour promouvoir la croissance du secteur manufacturier. La République de Corée a pris une initiative similaire, K-Technopark, qui est à l'origine de stratégies et de politiques organiques et adaptées aux circonstances locales. J'espère que le Parc industriel de Monrovia attirera davantage d'investissements étrangers et favorisera la croissance des MPME, contribuant ainsi à la croissance économique à long terme du Libéria.

4.150. En ce qui concerne le secteur des services, qui représente environ 41% du PIB, le Libéria enregistre un déficit persistant du compte des services principalement dû aux services de transport, aux services financiers et aux services fournis aux entreprises. Les services de voyages se sont montrés prometteurs mais n'ont pas suffi à compenser le déficit de la balance des services. Le rapport met en lumière le potentiel touristique du Libéria, particulièrement dans les secteurs du surf, de la faune sauvage et de l'écotourisme. Le secteur du tourisme pourrait potentiellement attirer des investissements étrangers et contribuer à améliorer la balance des opérations courantes. Il est impératif que le gouvernement du Libéria fasse la promotion du développement de ces possibles attractions touristiques et y investisse afin de maximiser les avantages que cette industrie peut offrir à l'économie du pays.

4.151. Pour conclure, la République de Corée tient une fois de plus à saluer les efforts que le Libéria déploie en faveur du système commercial multilatéral et du libre-échange. Nous sommes convaincus que ces efforts contribueront à la compétitivité et à la résilience de l'économie du Libéria.

4.152. Je souhaite au Libéria un fructueux examen.



## 5 RÉPONSES DE LA REPRÉSENTANTE DU LIBÉRIA ET OBSERVATIONS ADDITIONNELLES

5.1. J'ai le plaisir de vous saluer à nouveau, au nom de S.E. M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, et de tous les membres de la délégation du Libéria représentés ici à l'OMC.

5.2. Je voudrais profiter de cette occasion pour saluer et remercier une fois encore le Secrétariat de l'OMC pour ses efforts remarquables tout au long de ce processus. Nous remercions Mme l'Ambassadrice Mlumbi-Peter (Afrique du Sud) pour son rôle de présentatrice de notre rapport et M. l'Ambassadeur Almoqbel (Royaume d'Arabie saoudite) pour son rôle de Président du premier examen de la politique commerciale du Libéria.

5.3. À tous les Membres qui se sont joints à nous, sachez que le Libéria apprécie votre participation enthousiaste au premier examen de notre politique commerciale et qu'il a dûment pris note de toutes vos observations. En conséquence, je voudrais aborder aujourd'hui certains des points essentiels soulevés par nos Membres et les traiter par thème, à savoir les notifications, l'assistance technique, les droits de douane, les droits de propriété intellectuelle, de la sécurité des investissements, le renforcement des MPME et la croissance de l'industrie.

### Notifications

5.4. Il est indéniable que le Libéria a fait de grands progrès pour s'acquitter de ses obligations dans le cadre de l'OMC depuis son accession en 2016. Néanmoins, il faut encore faire davantage d'efforts dans le domaine des notifications. Le Libéria a donc pris dûment note des préoccupations soulevées par les Membres concernant la présentation des notifications. En conséquence, il est en train d'établir un calendrier pour présenter à l'OMC ses notifications en suspens d'ici la fin du mois de décembre 2023. Ces notifications porteront sur les domaines suivants:

1. soutien interne et subventions à l'exportation;
2. évaluation en douane;
3. licences d'importation; et
4. inspection avant expédition (note: cette pratique a déjà été éliminée).

5.5. Le Libéria est déterminé à présenter ces notifications dans les meilleurs délais pour assurer la transparence et le respect des règles de l'OMC. Il a également pris note des invitations qui lui ont été adressées pour participer à diverses initiatives destinées à favoriser la collaboration multilatérale. Nous évaluerons attentivement ces demandes et prendrons des décisions éclairées en adéquation avec le programme de développement du Libéria.

### Assistance technique

5.6. Reconnaissant le rôle vital de l'assistance technique et du renforcement des capacités, ainsi que l'existence de priorités concurrentes et de ressources nationales limitées, le Libéria prend acte de ses lacunes et, par conséquent, de ses besoins en termes de soutien technique afin d'agir en permanence conformément à ses engagements dans le cadre du système commercial multilatéral. Ainsi, dans les mois à venir, le Libéria procédera à un exercice complet d'évaluation des besoins pour l'ensemble des services gouvernementaux afin d'identifier et d'évaluer les lacunes éventuelles qui existent actuellement. Une fois cet exercice achevé, le Libéria demandera formellement à l'OMC l'examen et la prise en compte de ses besoins d'assistance technique et j'espère que cette auguste assemblée y répondra favorablement.

### Droits de douane

5.7. Le Libéria prend acte des préoccupations soulevées par les Membres concernant la hausse potentielle des droits de douane suite à la mise en œuvre intégrale du tarif extérieur de la CEDEAO d'ici à 2028. Nous voudrions noter que la mise en œuvre du tarif extérieur commun (TEC) va de pair avec celle du Système de libéralisation des échanges de la CEDEAO (ETLS), qui englobe l'Accord de libre-échange de la CEDEAO.

5.8. En vertu de cet accord, les marchandises originaires d'un pays de la CEDEAO bénéficieront d'un taux de droit nul lorsqu'elles seront importées dans un autre pays de la CEDEAO. Entre autres, ces politiques sont conçues pour atténuer efficacement la hausse attendue des prix d'ici à 2028. Il est prévu que la mise en œuvre intégrale de ces mesures augmentera fortement les échanges

intrarégionaux dans la région de la CEDEAO, ce qui favorisera l'intégration et la croissance économiques.

### **Droits de propriété intellectuelle (gestion et respect)**

5.9. Le Libéria est partie contractante à divers traités et conventions sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), dont l'Arrangement de Madrid, la Convention de Berne, le Traité de Marrakech, la Convention de Paris, et d'autres. En outre, nous nous efforçons actuellement de ratifier quatre instruments supplémentaires sur les DPI, à savoir le Protocole d'Arusha, le Traité de Beijing, le Protocole de Kampala et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes. Ces quatre derniers instruments ont déjà été déposés auprès de notre Ministère des affaires étrangères.

5.10. Le gouvernement du Libéria est déterminé à ratifier et à faire respecter ces instruments afin d'assurer une protection efficace pour les détenteurs de droits. Toutefois, il est reconnu que la mise en œuvre réussie de ces mesures et le renforcement de nos moyens de faire respecter les droits nécessiteront un soutien technique.

5.11. Le Libéria cherche donc activement à obtenir une assistance technique pour renforcer sa capacité à faire respecter les droits et assurer une protection solide des droits de propriété intellectuelle au Libéria.

### **Sécurité des investissements**

5.12. Le Libéria demeure résolument déterminé à assurer la sécurité et la sûreté de tous ses résidents, y compris les entreprises et les investisseurs, malgré les difficultés qui existent. Pour preuve de cette détermination, le Libéria a alloué un budget plus élevé au secteur de la sécurité pour l'exercice budgétaire 2023. Cette augmentation du budget vise à renforcer la capacité des infrastructures de sécurité.

5.13. L'un des résultats importants de cette initiative a été le recrutement de personnel de sécurité supplémentaire pour renforcer les infrastructures de sécurité générales du pays. En investissant dans l'expansion des forces de sécurité, le Libéria entend maintenir un environnement favorable pour que les entreprises prospèrent et attirent plus d'investissements.

5.14. Grâce à ces mesures, le Libéria s'efforce d'assurer en permanence un environnement sûr qui favorise la croissance économique, la stabilité et la protection de toutes les parties prenantes à l'intérieur de ses frontières.

### **Renforcement des MPME**

5.15. En collaboration avec la Banque mondiale, le gouvernement du Libéria a lancé plusieurs initiatives visant à fournir une assistance technique aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Ces efforts sont destinés à autonomiser et soutenir les MPME de diverses manières. Parmi les initiatives notables dans ce cadre figurent le Projet pour l'investissement, le financement et le commerce au Libéria (LIFT-P) qui est financé par la Banque mondiale, ainsi que le Projet sur les moyens de subsistance en collaboration avec le PNUD.

5.16. Grâce à ces initiatives, les MPME bénéficient d'un soutien technique et de conseils précieux, qui leur permettent de renforcer leurs capacités, d'accéder aux financements et d'améliorer leur compétitivité globale. Le partenariat entre le gouvernement du Libéria, la Banque mondiale et le PNUD témoigne d'une détermination commune à encourager la croissance et le développement des MPME, compte tenu de leur rôle crucial dans la croissance de l'économie.

5.17. En fournissant une assistance technique ciblée, ces initiatives visent à créer un environnement favorable pour les MPME, en contribuant à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et à un développement économique durable au Libéria.

### **Croissance de l'industrie**

5.18. Par le biais du Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD), le gouvernement du Libéria a désigné la création d'emplois, l'autonomisation des jeunes et la croissance économique comme des objectifs de développement clés.

5.19. Pour atteindre ces objectifs, et de nombreux autres, le Ministère du commerce et de l'industrie, ainsi que d'autres ministères et organismes publics, continuent de mettre en place des politiques qui ont amélioré le climat des affaires, stimulé la croissance et attiré de nouveaux investissements, tout en améliorant les politiques existantes. En outre, la stabilité du secteur bancaire a donné aux grandes et aux petites entreprises un accès nécessaire au financement.

5.20. Le gouvernement du Libéria a encouragé le secteur manufacturier local au lieu de dépendre des industries extractives et des importations de produits essentiels. Cela a conduit à une hausse des constructions de nouvelles usines et à l'agrandissement des usines existantes. Par exemple, pendant d'innombrables années, le Libéria n'avait qu'une seule cimenterie, mais aujourd'hui, il peut fièrement dire qu'il en compte quatre suite à la construction de trois nouvelles usines depuis 2018.

5.21. Dans l'ensemble, on constate une augmentation de 56% du nombre d'usines recensées actuellement au Libéria, chiffre qui est passé de 12 avant 2018 à 27 aujourd'hui. Parmi les lignes de produits de ces usines, on peut citer le fil machine en acier et les produits en acier, les boissons, les matériaux d'emballage, la farine de blé, la crème glacée, les articles de toilette, le GPL (gaz de pétrole liquéfié), etc. Le Parc industriel de Monrovia abrite toutes les usines, sauf quatre (sur 27).

5.22. Il est important de noter que sept de ces usines appartiennent à des Libériens, soit environ 26%, les autres étant détenues par des capitaux étrangers.

5.23. La croissance du secteur manufacturier local témoigne de la détermination et du désir du gouvernement libérien de renforcer la stabilité microéconomique et de développer des politiques saines en vue d'améliorer la vie de ses citoyens. D'autres plans et projets en attente ont déjà été approuvés et mobilisés, et devraient débiter dans les prochains mois. On peut citer l'exemple de la création de la zone économique spéciale (ZES), qui viendra compléter le Parc industriel de Monrovia, et stimuler et attirer des investissements additionnels.

### **Remarques finales**

5.24. Depuis son accession à l'OMC, le Libéria continue de faire des progrès notables en dépit des chocs économiques intervenus suite aux effets de l'épidémie d'Ebola, de la pandémie de COVID-19 et de la guerre entre la Fédération de Russie et l'Ukraine.

5.25. Néanmoins, le Libéria assure l'OMC de son attachement indéfectible aux principes et objectifs du système commercial multilatéral et reste déterminé à s'acquitter de ses engagements et à participer activement au système commercial mondial. Ce faisant, nous souhaitons contribuer à faire progresser collectivement les pratiques commerciales loyales et inclusives.

5.26. Le Libéria se félicite des retours et éclairages constructifs formulés au cours de ce processus d'examen des politiques commerciales, lesquels guideront sans aucun doute nos efforts actuels pour renforcer nos politiques commerciales nationales et promouvoir une croissance économique durable.

5.27. Le Libéria se réjouit de continuer à collaborer dans le cadre de l'OMC et réaffirme son attachement au respect des principes du système commercial multilatéral dans l'intérêt de tous les pays Membres.

5.28. En mon nom, et au nom de toute la délégation du Libéria ici présente et de la population du Libéria, je tiens à remercier de tout cœur l'ensemble des Membres ici présents pour leur participation précieuse au premier examen de la politique commerciale du Libéria.

### **PRÉSENTATRICE**

5.29. Je voudrais féliciter le Libéria et sa délégation pour la réussite du premier examen de sa politique commerciale et pour sa participation active et ouverte à ce processus. Je souhaite également saluer les Membres de l'OMC pour leur participation à ce MEPC, pour les questions qu'ils ont soumises et pour leur contribution active. Je soulignerai les principales questions soulevées par les Membres et, en conclusion, je formulerai quelques observations.

5.30. Les Membres ont reconnu les progrès accomplis par le Libéria pour améliorer son régime de commerce et d'investissement, ainsi que ses efforts récents pour simplifier les procédures

douanières et réduire les délais et les coûts associés aux activités commerciales. Les Membres ont également salué l'engagement pris par le Libéria de poursuivre l'intégration et la libéralisation du commerce au niveau régional. Ils se sont aussi félicités des mesures prises par le gouvernement pour atténuer les effets économiques et sociaux négatifs des chocs extérieurs, des pandémies et d'autres difficultés intérieures, y compris la mise en œuvre du Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres (PAPD) pour attirer davantage l'IED. Les Membres ont également pris acte des réformes de politique mises en œuvre par le Libéria, lesquelles ont contribué de façon positive à stimuler ses perspectives économiques.

5.31. Les Membres ont demandé au Libéria de présenter ses notifications en suspens, y compris concernant le soutien interne à l'agriculture, les OTC, les procédures de licences d'importation et l'évaluation en douane. À cet égard, les Membres ont demandé au Libéria d'explorer le soutien disponible par le biais du Secrétariat de l'OMC. D'autres Membres se sont dits préoccupés par la hausse potentielle des droits de douane, avec la mise en place par le Libéria du TEC de la CEDEAO d'ici à 2028. Les Membres souhaitent également comprendre le régime de PI du Libéria, y compris ses difficultés pour lutter contre les atteintes à la PI.

5.32. Les Membres ont également encouragé le Libéria à ratifier l'Accord portant création de la ZLECAf en raison de son potentiel pour débloquer la croissance économique et stimuler l'investissement pour tous les pays africains participants.

5.33. Les Membres ont en outre remercié le Libéria pour sa contribution positive à l'OMC et sa participation active, notamment dans le cadre de différents groupes dont le Libéria était membre et, fait important, pour son soutien au système commercial multilatéral. Les Membres se sont également félicités des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges et ont demandé au Libéria de faire connaître ses besoins en matière d'assistance technique pour que les donateurs puissent mobiliser l'aide requise.

5.34. D'autres Membres ont souligné la nécessité, dans le cadre de la réforme de l'OMC, de tenir compte des contraintes de capacité des PMA et de préserver la prise de décisions par consensus, le traitement spécial et différencié et le développement, comme étant des composantes essentielles d'un système commercial multilatéral inclusif.

5.35. D'autres Membres ont souligné que le parcours du Libéria pour devenir Membre de l'OMC avait été long et exigeant et ils ont reconnu les difficultés que le pays avait rencontrées tout au long du processus de négociation. Dans ce contexte, il sera important pour les Membres d'évaluer dans quelle mesure il est demandé aux PMA de prendre, au cours des négociations en vue de l'accession, des engagements spécifiques ayant pour eux des implications importantes, ainsi que l'incidence de ces engagements sur la réalisation par ces Membres de leur plein potentiel de développement. Il est également important de parler de la manière dont les Lignes directrices de 2002 sur l'accession des PMA et la Décision du Conseil général de 2012 sur l'accession des PMA, peuvent être institutionnalisées pour répondre aux préoccupations soulevées.

5.36. Enfin, j'aimerais saluer Mme Diggs, la Ministre du commerce et de l'industrie de la République du Libéria, d'avoir répondu de manière exhaustive aux questions écrites et aux problématiques soulevées par les Membres. En outre, je tiens à féliciter M. Paul Tate, chef de la Mission permanente du Libéria, et la délégation du Libéria pour la réussite de l'examen. Je tiens également à remercier le Secrétariat de l'OMC pour le travail préparatoire, pour son rapport et son rôle dans la réussite de ce processus et dire, au nom des Membres, que nous apprécions ses efforts.

5.37. J'aimerais également vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir proposé de tenir le rôle de présentatrice.

## UNION EUROPÉENNE

5.38. Je voudrais tout d'abord remercier le Libéria d'avoir présenté, mercredi et ce matin, une vue d'ensemble détaillée des principaux faits intervenus dans sa politique économique et commerciale pendant la période considérée. Ce premier examen de la politique commerciale a été utile pour mieux comprendre la politique commerciale du Libéria.

5.39. L'UE est le premier marché d'exportation du Libéria et, dans le cadre de l'Accord de partenariat économique (APE) régional en attente entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Libéria bénéficiera d'un accès sans restriction au marché de l'UE, avec des règles d'origine flexibles pour promouvoir ses échanges régionaux. L'UE collabore étroitement avec la région grâce à des outils à la fois commerciaux et de coopération, et nous attendons avec impatience la mise en œuvre réussie de notre Accord. Cela créera des conditions plus favorables pour permettre aux exportateurs et aux investisseurs des deux parties de coopérer et de développer nos relations économiques.

5.40. Une priorité clé consistera à améliorer la capacité du Libéria à s'intégrer aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Nous poursuivrons notre soutien au titre de l'Aide pour le commerce, notamment l'assistance liée au commerce, par le biais de programmes de coopération pour le développement remaniés destinés à améliorer les capacités administratives, la mise en conformité de la réglementation et des infrastructures, le développement du secteur privé et la compétitivité des entreprises. L'UE souhaitera également continuer à soutenir la mise en œuvre du programme de facilitation des échanges.

5.41. Je voudrais répéter que l'UE est impressionnée par les réformes récentes du gouvernement du Libéria qui ont alimenté une croissance du PIB de 5% en 2021, ainsi que par sa capacité à maintenir un taux d'inflation modéré en dépit des chocs extérieurs et des difficultés intérieures, telles que la pandémie de COVID-19 et les perturbations connexes des chaînes d'approvisionnement.

5.42. Cependant, l'UE ne doute pas que le Libéria tiendra dûment compte des problèmes signalés par les Membres durant cet examen. En particulier, l'UE encourage vivement le pays à améliorer son cadre institutionnel et à adopter des politiques qui peuvent aider à certifier les produits originaires du Libéria, à ratifier l'Accord portant création de la ZLECAf, et à continuer de réformer ses secteurs de la sylviculture, de la pêche et des industries extractives pour résoudre les difficultés que nous y avons relevé. L'UE invite également le Libéria à progresser concernant le respect des prescriptions en matière de notification. Si nous prenons acte du manque de ressources humaines, nous pensons que la transparence et la mise en œuvre intégrale des règles de l'OMC sont cruciales pour la prévisibilité et la certitude économique, et donc pour un climat propice au commerce et à l'investissement.

5.43. Nous attendons également avec intérêt de poursuivre notre coopération à l'OMC, y compris dans la perspective de la CM13 et en particulier concernant la réforme de l'OMC pour notamment disposer d'un système de règlement des différends pleinement opérationnel, qui fonctionne bien et accessible à tous les Membres pour 2024.

5.44. Au nom de l'UE, je félicite le Libéria pour la conclusion de ce premier examen réussi.

## ÉTATS-UNIS

5.45. Nous tenons une fois de plus à remercier la Ministre Mme Diggs et la délégation du Libéria pour les efforts considérables déployés pour dialoguer avec les Membres et mener à bien cet examen de la politique commerciale. Je dois dire que votre rapport de ce matin a peut-être été l'une des interactions les plus réussies à laquelle j'ai pu assister lors d'un deuxième jour de réunion au cours de ma longue carrière ici; j'aurais aimé que nous puissions dialoguer davantage avec vous et j'attends avec intérêt de pouvoir le faire car les questions que vous avez soulevées étaient réellement concrètes et spécifiques, et je pense que c'est exactement ce pourquoi ces examens des politiques commerciales sont conçus.

5.46. Nous souhaitons saluer les efforts importants des membres de la délégation qui étaient chargés en coulisses d'assurer la coordination entre les institutions pour contribuer aux rapports d'examen et répondre aux questions écrites des autres Membres. Nous apprécions tout le travail déployé dans le cadre d'un examen, ainsi que l'ensemble des efforts de coordination interne nécessaires pour répondre à toutes les questions écrites et c'est pourquoi nous tenons à vous remercier de tout ce que vous avez fait pour assurer la réussite de cet examen.

5.47. Comme nous l'avons dit le premier jour, les États-Unis attachent de l'importance à leurs relations économiques et culturelles avec le Libéria et nous nous réjouissons d'approfondir notre dialogue avec votre gouvernement ici à l'OMC.

5.48. Le premier jour de l'examen, de nombreux Membres, dont les États-Unis, ont mentionné les plans nationaux de développement du Libéria et, en particulier, le Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres, ou PAPD. Nous pensons qu'une fois réformée, l'OMC devrait être une instance qui soutient ces priorités nationales en matière de développement et nous attendons avec intérêt de nous associer avec vous pour voir si nous pouvons faire évoluer la manière dont cette Organisation produit des résultats significatifs en matière de développement pour les Membres.

5.49. Nous espérons que l'organisation interne et l'accent placé sur la mise en œuvre des règles et la participation dans le cadre de l'OMC adoptés à l'occasion de cet EPC pourront être prolongés dans le temps pour aider votre gouvernement à atteindre son objectif d'utiliser l'OMC comme catalyseur de votre propre parcours de développement. J'apprécie beaucoup la formulation du plan de travail que vous avez présenté ce matin concernant les notifications. N'hésitez pas à contacter notre délégation si nous pouvons vous apporter une assistance pour répondre à vos besoins de soutien en matière de renforcement des capacités.

5.50. Nous apprécions les efforts déployés par le Libéria pour partager avec les Membres de l'OMC ses efforts internes pour faire avancer les réformes douanières et en matière de facilitation des échanges, renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle et déployer des efforts d'intégration régionale essentiels dans le cadre de la CEDEAO et de la Zone de libre-échange continentale africaine.

5.51. En outre, je voulais simplement faire une brève observation: ce matin, vous avez présenté et mis en évidence une part importante de votre plan national de développement, que vous avez reliée aux travaux de l'OMC, et je tiens à vous encourager à communiquer l'accent placé sur l'OMC au large éventail de donateurs qui existent. Nous nous efforcerons certainement de notre côté de soutenir ces conversations. L'USAID est présent au Libéria et le pilier de la croissance économique, en particulier, vise à favoriser l'autosuffisance et à stimuler l'expansion économique du secteur privé. On peut citer plusieurs piliers, par exemple une croissance inclusive axée sur le marché, une gouvernance efficace et inclusive, et la promotion de la santé et de l'éducation de la population. Nous avons aussi un programme dans le cadre de l'USAID intitulé "Hope for a Better Future: Resilience for Youth in Liberia" (L'espoir d'un avenir meilleur: résilience de la jeunesse au Libéria), et nous espérons donc que nous pourrions l'orienter dans un sens permettant d'atteindre vos objectifs.

5.52. Enfin, j'encourage votre équipe à se mettre en contact, et je serais heureux de l'y aider, avec l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges, qui est un partenariat multidonateurs entre secteur public et secteur privé consacré à la mise en œuvre de la facilitation des échanges et axé spécifiquement sur les dispositions de l'AFE.

5.53. Nous attendons avec intérêt d'entendre la voix et l'expérience du Libéria au Comité de la facilitation des échanges, ainsi que de collaborer avec votre délégation sur le travail en attente dans le cadre de l'OMC, y compris les négociations sur les subventions à la pêche.

5.54. Nous vous remercions une fois de plus pour votre engagement et votre participation, et vous félicitons pour la réussite du premier examen de votre politique commerciale.

#### TIMOR-LESTE

5.55. Le Timor-Leste s'associe à la déclaration faite par Djibouti au nom du Groupe des PMA.

5.56. Le Timor-Leste a le plaisir de coprésider avec le Libéria le Groupe g7+ des accessions à l'OMC, et à ce titre, nous tenons à féliciter le Libéria pour le premier examen de sa politique commerciale.

5.57. Nous voudrions saluer la Ministre, S.E. Mme Diggs, et son équipe pour les efforts de transformation économique constants qu'ils déploient et qui témoignent d'un engagement politique résolu en faveur du système commercial multilatéral et ont entraîné une croissance de l'économie et une réduction de la pauvreté de 23% en cinq ans.

5.58. La réussite du Libéria inspire le Timor-Leste à entreprendre la transformation nécessaire de l'économie et à s'engager en vue d'accélérer la conclusion de son accession à l'OMC, qui aura lieu, nous l'espérons, pendant la CM13 en février de l'année prochaine.

5.59. Le Timor-Leste espère que le parcours de développement emprunté par le Libéria servira de modèle à tous les Membres accédants fragiles et touchés par des conflits et à tous les PMA accédants pour qu'ils renforcent leur régime commercial tout en encourageant le développement économique, l'intégration régionale et mondiale, la paix et la stabilité.

5.60. En conclusion, le Timor-Leste souhaite au Libéria une mise en œuvre réussie de ses initiatives et demande instamment à l'OMC et aux États membres d'apporter leur soutien et leur aide éventuelle au Libéria.



## 6 REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

6.1. Il s'agit du premier examen de la politique commerciale du Libéria depuis son accession à l'OMC en juillet 2016. L'examen nous a donné une excellente occasion de mieux comprendre les politiques et pratiques commerciales du pays et les difficultés qui l'attendent. L'examen a bénéficié d'un échange de vues constructif et franc avec la délégation du Libéria dirigée par Son Excellence Mme Mawine G. Diggs, Ministre du commerce et de l'industrie, des observations pertinentes de la présentatrice, Son Excellence Mme l'Ambassadrice Xolelwa Mlumbi-Peter, Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'OMC, ainsi que des observations formulées par les 16 délégations qui ont pris la parole pendant la réunion.

6.2. Les Membres ont souligné que le Libéria était un pays doté d'un potentiel économique considérable, fondé principalement sur ses ressources naturelles comme le minerai de fer, l'or ou le caoutchouc naturel. Il a également été noté que le Libéria possédait le deuxième registre maritime au monde. Toutefois, les résultats économiques du Libéria avaient souffert de chocs extérieurs majeurs, comme l'épidémie d'Ebola et la pandémie de COVID-19, en plus de difficultés internes liées aux infrastructures et à l'investissement dans le capital humain.

6.3. Les Membres ont félicité le Libéria pour ses efforts de réforme économique dans le cadre de son Programme pour la prospérité et le développement en faveur des populations pauvres, qui est destiné à faire face à ses difficultés actuelles, notamment le niveau élevé de pauvreté. La délégation du Libéria a noté que le gouvernement avait pris des mesures pour simplifier les procédures douanières et réduire le coût élevé de l'activité commerciale afin d'améliorer le climat de l'investissement et accélérer la croissance économique. De fait, l'économie libérienne a rebondi de près de 5% en 2021 et 2022.

6.4. Certains Membres ont encouragé le Libéria à profiter des possibilités commerciales, y compris par le biais de l'intégration commerciale régionale dans le cadre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

6.5. Les Membres ont salué le Libéria pour son rôle constructif à l'OMC et se sont félicités de son versement récent au budget de l'OMC. Toutefois, les Membres ont noté qu'il restait une marge d'amélioration en matière de transparence, grâce à la présentation des notifications en suspens dans des domaines tels que le soutien interne à l'agriculture, les procédures de licences d'importation, l'évaluation en douane et les obstacles techniques au commerce. Le Libéria a été encouragé à contacter le Secrétariat de l'OMC afin d'obtenir une assistance technique pour l'aider à s'acquitter de ses obligations de notification et à faire connaître ses besoins en matière d'assistance technique au Comité de la facilitation des échanges.

6.6. Les Membres ont reconnu que l'accession du Libéria à l'OMC était essentielle pour stimuler le processus de réforme de la législation nationale car de nombreuses lois liées au commerce et à l'investissement avaient été promulguées au moment de son accession. Les Membres ont encouragé le Libéria à poursuivre ses progrès et à adopter la législation d'application en suspens. Les Membres ont pris note du fait que le gouvernement du Libéria dialoguait actuellement avec des parties prenantes dans le cadre d'un processus devant mener à la ratification de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche.

6.7. Plusieurs Membres ont salué la participation du Libéria à l'Initiative liée à la Déclaration conjointe sur la facilitation de l'investissement pour le développement et au Groupe de travail informel sur le commerce et l'égalité des genres. Ils ont également encouragé le Libéria à prendre part, entre autres, à l'Accord sur les technologies de l'information, aux Initiatives liées aux Déclarations conjointes sur le commerce électronique, sur la réglementation intérieure dans le domaine des services et sur l'environnement, et à participer aux travaux en cours sur les MPME.

6.8. Plusieurs Membres ont pris note des réformes apportées par le Libéria à son régime de propriété intellectuelle et de sa demande d'assistance technique visant à renforcer sa capacité à faire respecter sa législation sur les DPI. Ils ont aussi encouragé le Libéria à adhérer au Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et au Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes.



6.9. Parmi les autres questions ayant présenté un intérêt pour les Membres lors de cet examen, on peut citer:

- a. l'intention du Libéria d'attirer l'investissement étranger et de diversifier son économie;
- b. certains droits NPF appliqués qui semblent dépasser le niveau consolidé;
- c. la participation aux marchés publics par les fournisseurs étrangers, les MPME et les femmes, et la mise en œuvre du système de passation des marchés par voie électronique;
- d. la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans les secteurs des industries extractives et de la sylviculture;
- e. la gestion durable de la pêche, en particulier les progrès dans la mise en œuvre du Plan d'action national pour lutter contre la pêche INN et l'Accord de la FAO relatif aux mesures du ressort de l'État du port.

6.10. Ce sont là les principaux éléments qui sont ressortis de notre discussion. J'espère que la délégation du Libéria en tiendra compte et poursuivra sa réflexion sur ces questions, ainsi que sur les nombreuses observations constructives qu'elle a reçues à l'occasion de cet examen. Pour cet examen, 7 délégations ont communiqué à l'avance 111 questions écrites au total, auxquelles le Libéria a répondu par écrit sans exception. L'examen s'achèvera lorsque des réponses auront été apportées à toutes les questions complémentaires éventuellement communiquées, et ce, dans un délai de 30 jours à compter d'aujourd'hui. La délégation du Libéria pourrait peut-être envisager de donner suite à cet examen avec un atelier de suivi pour contribuer à diffuser les résultats de l'examen, qui a été si riche en renseignements, et discuter avec les parties prenantes des besoins connexes en matière d'assistance technique.

6.11. Pour conclure, j'aimerais féliciter la délégation du Libéria pour la réussite du premier examen de sa politique commerciale et souhaiter à la Ministre et aux membres de sa délégation venus de Monrovia un bon voyage retour.

---